

Anpassungen der Kassenreglemente, für die wir diese langen Uebergangsfristen gewähren.

Angenommen – Adopté

An den Nationalrat – Au Conseil national

93.063

Revision der Zivilschutzgesetzgebung Législation sur la protection civile. Révision

Botschaft und Gesetzentwürfe vom 18. August 1993 (BBI III 825)
Message et projets de lois du 18 août 1993 (FF III 785)

*Antrag der Kommission
Eintreten*

Antrag Zimmerli

Eintreten und Rückweisung des Zivilschutzgesetzes an die Kommission mit dem Auftrag,

1. den Gesetzesentwurf so abzuändern und zu ergänzen, dass Führung und Einsatz des Zivilschutzes sowie Beschaffung und Verwaltung des Zivilschutzmaterials auf die Regelung des ebenfalls vor der Kommission hängigen Militärgesetzes abgestimmt werden;
2. die organisationsrechtlichen Voraussetzungen dafür zu schaffen, dass Zivilschutz und Armee im Rahmen der hängigen Revision der Verwaltungsorganisation dem gleichen Departement zugeordnet werden können.

*Proposition de la commission
Entrer en matière*

Proposition Zimmerli

Entrer en matière et renvoyer le projet à la commission, chargée

1. de le modifier et de le compléter de façon à harmoniser la conduite et l'engagement de la protection civile ainsi que l'acquisition et la gestion du matériel avec les dispositions de l'organisation militaire, dont la commission a été invitée à s'occuper également;
2. de proposer les dispositions juridiques permettant de profiter de la réorganisation en cours de l'administration fédérale pour réunir la protection civile et l'armée au sein d'un seul et même département.

M. Coutau, rapporteur: La révision totale de la loi sur la protection civile et celle, partielle, de la loi sur les abris composent une réforme assez profonde de la conception actuelle, laquelle date, pour l'essentiel, d'une trentaine d'années. Elle a été revue en 1971, et les propositions qui nous sont présentées aujourd'hui sont des propositions de révision assez profonde, je le répète.

Cette réforme s'inspire d'abord d'une volonté d'insérer la protection civile dans une conception générale de la politique de sécurité de notre pays. Je vous renvoie à ce sujet au rapport du Conseil fédéral du 1er octobre 1990 sur la politique de sécurité et au Plan directeur de la protection civile du 26 février 1992. Ces deux documents ont fait l'objet de débats récents et approfondis dans notre conseil, et ils nous ont permis de situer la nouvelle mission et la nouvelle place assignée désormais à la protection civile.

Il s'agit de tenir compte des résultats obtenus depuis 30 ans, qui ne sont certainement pas minces et recueillent d'ailleurs des éloges appréciatifs à l'étranger. Il faut reconnaître aussi

les services que la protection civile, dans sa conception actuelle, a rendus dans les cas où son intervention est devenue opérationnelle. En revanche, il faut aussi tenir compte des critiques, voire des doutes, que la protection civile suscite parfois dans notre population. Les uns lui reprochent sa complexité, sa lourdeur, son perfectionnisme et son coût très élevé. Les autres déplorent les lacunes qui subsistent encore dans la construction des abris, dans l'équipement des locaux, dans la formation des personnes astreintes, voire dans l'information des populations.

Ces éléments étaient ressortis du rapport sur le Plan directeur, et ils ont inspiré la présente révision qui se veut donc une traduction législative des principes énoncés et approuvés dans ces documents de référence que nous avons déjà examinés récemment. A partir de là, il fallait tirer les enseignements propres à rendre la protection civile plus souple, plus efficace, plus simple dans son organisation, mieux intégrée et coordonnée par rapport aux autres corps d'intervention, mieux adaptée aux circonstances actuelles en matière de risque, et enfin nettement moins coûteuse pour les pouvoirs publics – Confédération, cantons et communes –, pour les entreprises et pour les particuliers. La nouvelle loi est plus ramassée, elle comporte 24 articles de moins que l'ancienne. Elle laisse une assez large marge de manoeuvre à l'ordonnance d'application qui méritera dès lors d'être soumise à une procédure de consultation détaillée auprès des intéressés.

J'énumère à très grands traits les principales idées-forces sur lesquelles se fonde la nouvelle loi. Le but de la protection civile place désormais sur pied d'égalité la protection de la population contre les effets de catastrophes, de situations extraordinaires ou de conflits armés. On se distance donc d'une protection civile orientée avant tout sur des situations de guerre, selon la conception de 1962 et de 1971, pour l'étendre à d'autres circonstances qui imposent des interventions de secours urgentes comme des accidents technologiques de vaste envergure ou des catastrophes naturelles comme celles que nous avons eu à déplorer récemment au Tessin et en Valais. Il s'agit avant tout de porter aide et assistance aux populations et aux personnes atteintes, mais aussi, et c'est nouveau, d'intégrer dans la protection civile la protection des biens culturels.

La mise sur pied rapide des secours et leur organisation efficace imposent une simplification des structures internes et une rigoureuse répartition des tâches et des compétences entre les divers intervenants pour éviter des duplications, des malentendus, et pour favoriser les synergies. En particulier, la lutte contre le feu sera désormais réservée au seul corps des pompiers.

En revanche, sauf en cas de conflit armé, les interventions de la protection civile seront possibles, au-delà des frontières du pays, dans les régions voisines. Il s'agit là d'une extension de la politique transfrontalière qui semble tout à fait nécessaire et conforme à des engagements bilatéraux et multilatéraux conclus au niveau européen. Dans ce même esprit, des regroupements des organisations de protection civile à l'échelon régional pourront intervenir entre plusieurs communes.

S'inspirant de la même analyse, qui a dicté un redimensionnement et un rajeunissement important des effectifs de l'armée, le projet prévoit de réduire de 30 pour cent l'effectif de la protection civile. Corrélativement, la durée de l'obligation de servir sera réduite de huit ans. Elle portera dorénavant sur les citoyens suisses âgés de 20 à 52 ans qui ne sont pas astreints au service militaire. Les quelque 380 000 assujettis se répartiront à raison de 50 pour cent d'hommes qui sont arrivés au terme de leurs obligations militaires, 25 pour cent de ceux qui en sont libérés prématurément, et 25 pour cent d'hommes déclarés inaptes lors du recrutement au service militaire. Les étrangers résidents n'y seront plus astreints obligatoirement, comme cela est le cas sur la base de décisions communales correspondantes, mais pourront y collaborer volontairement, comme d'ailleurs les femmes. Je reviendrai dans la discussion de détail sur quelques aspects de la délicate question des exceptions prévues pour les personnes chargées d'accomplir des tâches importantes en faveur de la collectivité.

L'une des modifications essentielles apportées par la nouvelle loi concerne le rôle désormais prioritaire qui sera donné à l'ins-

truction par rapport à la construction et à l'équipement des abris, qui ont été jusqu'ici davantage les pivots de la conception de la protection civile de 1971. Il s'agira d'abord de mieux tenir compte des connaissances et du savoir-faire acquis par les participants sur les plans civil et militaire, ou de l'expérience accumulée au sein d'autres organisations. Il sera même possible d'abrégier la durée de formation au cas où les personnes concernées peuvent faire valoir des aptitudes utiles à la protection civile. Sans allongement des durées, l'articulation des divers cours d'introduction et de répétition favorisera les relations avec les partenaires de la protection civile à la faveur d'exercices, et les cours seront conçus de façon aussi souple que possible dans leur répartition dans le temps. Dans le domaine de l'instruction aussi, la répartition des tâches a été étudiée avec soin. La Confédération forme les cadres supérieurs, et en particulier les instructeurs. Une école fédérale ouvrira à cette fin ses portes dans le courant de 1995. Elle prodiguera à ceux qui deviendront des instructeurs professionnels une formation approfondie et un perfectionnement périodique sur les plans didactique et méthodologique, et ce, dans les domaines particuliers de la protection civile, de la défense générale, de l'aide en cas de catastrophes et des secours d'urgence. Une collaboration sera prévue à cet effet avec l'Alliance des samaritains et la Croix-Rouge suisse. De leur côté, les cantons auront la responsabilité de la formation des cadres moyens et les communes celle des cadres subalternes.

Je terminerai cette présentation succincte de la nouvelle loi en abordant quelques aspects financiers de la législation sur la protection civile.

D'abord, je dirai que les dispositions relatives à la répartition des charges financières et des subventions fédérales reprennent pour l'essentiel les règles en vigueur actuellement, si ce n'est que désormais la Confédération participera au financement des opérations de secours en temps de paix ordonnées par les cantons et les communes. De plus, la loi respectera strictement le principe fédéraliste et par conséquent laissera aux cantons le soin de répartir les charges et les subventions dont les communes peuvent bénéficier.

Mais surtout, un des buts majeurs de la présente révision consiste à alléger très sensiblement le poids financier de la protection civile. Dans un document complémentaire au message du 18 août 1993 que vous avez reçu, le Conseil fédéral fournit des précisions importantes sur les sommes consacrées jusqu'ici à la protection civile, sur les économies déjà intervenues et sur celles qui découleront de la réforme dont nous parlons.

En 1971, les coûts de la protection civile avaient été évalués à 6,75 milliards de francs de l'époque payables à raison de 350 millions de francs par an en 20 ans. Ces estimations se sont révélées exactes, mais en valeur réelle, les attributions budgétaires de la Confédération ne représentaient en 1992 que 42 pour cent de la somme initiale de 1970 avec une tendance soutenue à la baisse, en particulier depuis 1975. Ainsi, la protection civile qui absorbait entre 1,5 et 2 pour cent des dépenses fédérales totales dans les années septante n'en représente plus que 0,4 pour cent en 1992.

Des économies ont été décidées avec effet déjà en 1992 et 1993 dans le domaine des constructions. Elles entraînent pour la Confédération ainsi que pour les cantons et les communes des économies totales de plus de 1 milliard de francs au cours des quinze prochaines années par rapport aux dépenses qui auraient découlé du maintien de la conception de 1971. Ce milliard de francs se répartit à peu près à parts égales entre la Confédération d'un côté, les cantons et les communes de l'autre. Des économies d'un ordre de grandeur identique ont été apportées dans le domaine du matériel grâce à une révision des listes de matériel. En revanche, la formation entraînera un certain surcroît de dépenses que l'on évalue à un ordre de grandeur de 5 pour cent. Au total, ces compressions de quelque 2,3 milliards de francs sont bien réelles et seront sensibles également pour les cantons et les communes.

La commission a dans l'ensemble salué cette réforme de la protection civile. Elle n'y a apporté que de modestes retouches malgré des débats assidus. J'y reviendrai lors de la dis-

cussion de détail. Il en va de même de la révision partielle de la loi sur les abris. Certes, la construction de locaux protégés reste une tâche centrale de la protection civile et si dans certaines régions on peut parler d'une surabondance de places protégées, on doit encore signaler diverses lacunes dans plusieurs villes et dans les régions rurales. Il n'en reste pas moins que des allègements peuvent être raisonnablement envisagés. Ils concernent l'obligation de construire des abris par les propriétaires d'immeuble, le renoncement à la construction de nouveaux hôpitaux de secours et l'assouplissement de la construction d'abris publics. Au total, ces économies sont évaluées à environ 30 à 40 millions de francs par an en ce qui concerne les constructions d'abris.

La commission par deux fois 11 voix sans opposition vous recommande d'approuver cette révision de la législation sur la protection civile dans les termes qu'elle vous a présentés dans le dépliant.

Avant de terminer, je tenais à remercier M. Thüring, directeur de l'Office fédéral de la protection civile ainsi que M. Heinzmann, vice-directeur et M. Hostettler, vice-directeur chargé plus spécialement de la construction des abris. C'est en présence, en partie, du chef du département que nous avons pu poursuivre l'examen de ce projet de loi et je le remercie également de la contribution qu'il a apportée à nos travaux.

Zimmerli: Im letzten Jahr verabschiedeten die eidgenössischen Räte in schöner Eintracht das neue Zivilschutzleitbild. Sie gaben damit grünes Licht für eine umfassende Anpassung der Gesetzgebung, mit dem Ziel, die allseits geforderte Neuausrichtung des Zivilschutzes in einem neuen Zivilschutzgesetz zu verankern.

Ein Blick auf die Fahne – Sie haben es auch vom Herrn Kommissionssprecher gehört – lässt auf einen breiten Konsens innerhalb der vorberatenden Kommission schliessen. Es tut mir deshalb fast etwas leid, dass ich den vorweihnächtlichen Frieden stören muss und nicht vorbehaltlos in den Lobgesang einstimmen kann, wiewohl ich gerne zugebe, dass uns kein schlechtes Gesetz vorgelegt wird.

Ich fühle mich trotzdem verpflichtet zu intervenieren: Einerseits als Mitglied der Finanzkommission und der Finanzdelegation, die sich um einen möglichst effizienten Einsatz der immer knapper werdenden Mittel bemüht, und andererseits, weil mir ein funktionsfähiger und im wohlverstandenen Sinne volkstümlicher Zivilschutz ebenfalls ein Anliegen ist. Wie sagte doch Herr Kollege Huber am 4. Juni des letzten Jahres in diesem Rat so schön – ich darf ihn zitieren –: «Der Zivilschutz hat in der Vergangenheit sehr Beachtliches geleistet Ich wünsche ihm, dass er weiterfahren kann,» Ich unterschreibe diese beiden Sätze Wort für Wort.

Gerade deshalb muss ich Ihnen einen Antrag stellen: Bei der Realisierung von «Armee 95», von «Zivilschutz 95», von «Feuerwehr 95» – 1995 muss wirklich ein guter Jahrgang werden – haben wir die einmalige Chance, die allseits anerkannten Zielsetzungen dieser unverzichtbaren öffentlichen Einrichtungen aufeinander abzustimmen. Mindestens zwischen den Zeilen schimmert eine entsprechende löbliche Absicht des Bundesrates zum Militärgesetz und zum Zivilschutzgesetz durch.

Es überzeugt, wenn der Bundesrat in Ziffer 112 der Botschaft zum Zivilschutzgesetz schreibt: «Er (der Zivilschutz) trifft die erforderlichen Massnahmen zum Schutz, zur Rettung und zur Betreuung der Bevölkerung im Falle bewaffneter Konflikte, und er leistet in Zusammenarbeit mit den dafür vorgesehenen Einsatzdiensten Hilfe bei natur- und zivilisationsbedingten Katastrophen sowie in anderen Notlagen.» (Botschaft S. 6)

Ebenso heisst es: «Die Neuausrichtung des Zivilschutzes erfolgt im koordinierten Zusammenwirken aller betroffenen zivilen und militärischen Stellen mit der Absicht, die sicherheitspolitischen Mittel noch gezielter zum Zweck von Vorsorge, Schutz, Hilfe und Schadenminderung einzusetzen.» Es ist überflüssig, an dieser Stelle noch daran zu erinnern, dass auch die «Armee 95» vermehrt zum Schutz und zur Bewahrung der Lebensgrundlagen der Bevölkerung, namentlich bei der Bewältigung von Grosskatastrophen, zum Einsatz kommen soll – ich verweise auf Ziffer 131 der Botschaft zum Militärgesetz.

Diese eindrücklichen Bekenntnisse zur Zusammenarbeit entsprechen im übrigen auch den Wünschen des Parlaments, wie sie unter anderem in der bereits zitierten ständerätlichen Debatte vom 4. Juni des letzten Jahres in diesem Rat von berufenem Munde formuliert wurden und im Amtlichen Bulletin Eingang gefunden haben. So monierte der damalige Kommissionspräsident, Herr Kollege Bühler Robert, folgendes:

«Mit dem Leitbild 95 ist der Zivilschutz der Zukunft geboren. Der Bericht 90 des Bundesrates über die Sicherheitspolitik der Schweiz widmet sich zur Hauptsache den machtpolitisch bedingten Gefahren und Bedrohungen, den Mitteln, mit denen die sicherheitspolitischen Ziele, wie Friede in Freiheit und Unabhängigkeit usw., erreicht werden sollen. In diesem Sinne bleibt Zivilschutz ein Mittel der Gesamtverteidigung.

Der Zivilschutz ist in Zukunft aber weit mehr. Es geht um die Vorbeugung und Bewältigung nicht machtpolitisch bedingter Entwicklungen, Gefahren und Bedrohungen. Einerseits stehen Naturkatastrophen – wie Erdbeben, Überschwemmungen – und zivilisationsbedingte Katastrophen – z. B. Chemie- und Nuklearunfälle – im Vordergrund. Andererseits geht es um andere Notlagen. Unterschiedliche gesellschaftliche, wirtschaftliche, demographische und ökologische Entwicklungen können Gefahrenherde schaffen. Eventuell sind solche bereits entstanden.» Und etwas weiter unten sagt Herr Bühler: «Noch enger als bisher muss der Zivilschutz mit den technischen Gemeindediensten, den Sanitätsdiensten, den entsprechenden Armeeformationen zusammenarbeiten.»

Die Zitate aus der Parlamentsdebatte zum Zivilschutzleitbild liessen sich fast beliebig vermehren. Der Wunsch des Parlaments nach besserer Koordination von Armee und Zivilschutz ist offensichtlich und unbestreitbar. Prüft man aber, was der Bundesrat im Entwurf zum Zivilschutzgesetz und in der Vorlage zum Militärgesetz daraus gemacht hat, so ist man etwas enttäuscht.

Im Zivilschutzgesetz finden sich – abgesehen von den allgemeinen Bestimmungen in Artikel 3 Buchstabe e über die allgemeinen Aufgaben des Zivilschutzes – nur wenige Bestimmungen über die Zusammenarbeit mit der Armee. Wo sind sie? Es ist einmal der Artikel 11, der praktisch nur Selbstverständliches enthält, der Artikel 12 über den Aktivdienst und der Artikel 42, der in allgemeiner Form bestimmt, dass nach Möglichkeit gemeinsame Übungen mit der Armee durchgeführt werden sollen. Das ist meines Erachtens viel zu wenig, wenn man berücksichtigt, mit welcher Normendichte weit weniger wichtige Einzelheiten im Zivilschutzgesetz geregelt werden sollen. Und im Militärgesetz findet sich auf die Zusammenarbeit praktisch nur ein vager Hinweis im Artikel 1 der Bestimmung über den Auftrag der Armee.

Wie eine sinnvolle und konkrete Zusammenarbeit zwischen Zivilschutz und Armee im Rahmen der auf beiden Seiten den Anforderungen unserer Zeit entsprechenden, neu umschriebenen Aufträge zu erfolgen hat, ist in keinem der Gesetze hinreichend klar geregelt. Dabei müssen doch gewiss grundsätzliche Normen darüber erlassen werden, wie Armee und Zivilschutz in den Bereichen Führung und Einsatz sinnvoll zusammenarbeiten sollen.

So will es mir nicht in den Kopf, dass im Zivilschutzgesetz nicht endlich klare Vorschriften über die Zusammenarbeit bei der Beschaffung und Verwaltung des Materials aufgestellt werden. Die Artikel 48 bis 50 im Entwurf zum Zivilschutzgesetz bringen die erforderlichen Klarstellungen auch in der Version gemäss Kommissionsbeschluss nicht. Und Artikel 120 des Militärgesetzes spricht eben nur vom Korps- und Armeematerial. Gerade die Unwetterkatastrophen in Brig und auch in Locarno müssten uns allen klargemacht haben, dass das Fehlen von Regenschützen, Stiefeln und brauchbaren Schaufeln für das Wegschaffen des Unrats doch wohl vorab auf die fehlende Koordination im Bereich Materialbeschaffung und Verwaltung zurückzuführen war.

Aus den mühseligen Budgetdebatten wissen wir, wie teuer uns die Beschaffung des Zivilschutzmaterials zu stehen kommt. Es sollte möglich sein, gerade hier mit der Armee besser und konkreter zusammenzuarbeiten. Gerade deshalb habe ich vor einigen Monaten über die Finanzdelegation eine Anfrage bei der Sicherheitspolitischen Kommission unseres

Rates erwirkt, in der Absicht, mehr darüber zu erfahren, ob man mit der skizzierten Zusammenarbeit zwischen Armee und Zivilschutz nun ernst mache. Die aus ein paar wenigen Zeilen bestehende Antwort war sibyllinisch bis nichtssagend und vermochte mich jedenfalls nicht zu überzeugen.

Es geht mir darum, optimale Zusammenarbeitsformen zwischen Zivilschutz und Armee zu finden, damit die immer knapper werdenden Mittel auch optimal eingesetzt werden können – im Interesse eines modernen, leistungsfähigen Zivilschutzes.

Ein Weiteres kommt hinzu: Wenn man schon, wie ich das nachdrücklich unterstütze, die Aufgaben unserer modernen Armee neu umschreibt, das heisst sozusagen teilweise «ziviliert» – ich verweise auf Artikel 1 des Militärgesetzes –, dann habe ich Mühe zu verstehen, dass man nicht endlich die Voraussetzungen dafür schafft, dass sowohl Armee als auch Zivilschutz dem gleichen Departement zugeordnet werden. Ich bin überzeugt, dass sich auch durch eine solche organisationsrechtliche Reform erhebliche Mittel einsparen und erwünschte Synergien realisieren lassen. Jetzt ist doch die Gelegenheit, die entsprechenden Koordinationsprobleme anzupacken und einer vernünftigen Lösung zuzuführen – durch entsprechende klare Akzente im Gesetz und vor allem durch entsprechend klare und konkrete Anweisungen an den Bundesrat für die Verordnung.

Es kann nicht unsere Aufgabe sein, dies im Ratsplenum in einer Art Maxikommissionsberatung mit zwei Departementschefs durchzuführen. Deshalb bleibt mir nichts anderes übrig, als Ihnen zu beantragen, die Vorlage im skizzierten Sinne an den Bundesrat zurückzuweisen. Wenn Sie diesem Antrag zustimmen, wird es Sache der Kommission sein, entweder selber die für die Erfüllung des Auftrags nötige Kleinarbeit zu leisten oder aber den Bundesrat einzuladen, die Vorlagen zum Zivilschutzgesetz und zum Militärgesetz entsprechend abzuändern und zu ergänzen. Die Gutheissung meines Antrags würde auch bedeuten, dass mit der Behandlung des Militärgesetzes im Plenum zugewartet werden müsste, bis die Anpassungsarbeiten geleistet sind.

Nun höre ich natürlich schon Ihre Einwendungen: Das geht viel zu lange, wir verlieren viel zuviel Zeit. Das trifft nicht zu. Bis zur Märzsession 1994 sollte es wirklich möglich sein, sowohl das Zivilschutzgesetz als auch das Militärgesetz handlungsfähig zu machen.

Im übrigen wurde bereits bei der Behandlung des Zivilschutzleitbildes am 4. Juni des letzten Jahres von Herrn Brigadier Huber mit Recht darauf hingewiesen, dass das Armeeleitbild 95 und das Zivilschutzleitbild richtigerweise in der gleichen Session behandelt würden. Das gleiche muss vernünftigerweise auch für die beiden Gesetze gelten, aber nicht so, dass die Armee an den Zivilschutz angepasst wird, sondern umgekehrt.

Aus diesen Gründen bitte ich Sie, meinem Rückweisungsantrag zuzustimmen.

Bühler Robert: Die Notwendigkeit des Zivilschutzes ist grossmehrheitlich unbestritten. Das neue Zivilschutzleitbild, das dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen von Katastrophen prioritäre Bedeutung beimisst, hat verschiedene positive Auswirkungen gehabt. Bei den Zivilschutzpflichtigen, vor allem im Kader, ist ein eigentlicher Ruck zu verspüren. Der Schweizerische Zivilschutzverband hatte an seinen Impulstagungen der letzten zwei Jahre Teilnehmerzahlen wie nie zuvor. Die Einsätze in Katastrophengebieten lösten grosse Anerkennung aus, und Umfragen bestätigen, dass die überwiegende Mehrheit der Bevölkerung, etwa 80 Prozent, den Zivilschutz als notwendig und sinnvoll erachtet. Der «Zivilschutz 95» ist ja geradezu prädestiniert, mitzuhelfen, bestimmte Krisen zu bewältigen, die unser Leben, unsere Sicherheit, unsere Freiheit heute und in Zukunft bedrohen oder bedrohen werden. Denn der moderne Zivilschutz allein gewährleistet im Katastrophen- und Konfliktfall den Schutz in überbauten Räumlichkeiten, verfügt über ausreichend zivile Formationen zur Rettung aus Trümmern und anderen Katastrophengebieten, stellt im wesentlichen die Betreuung in ausserordentlichen Lagen sicher und ist in der Lage, den öffentlichen

Sanitätsdienst zu unterstützen, Versorgung und Logistik sicherzustellen, Partner der Katastrophenhilfe personell zu alimentieren, Dienstpflichtige zugunsten von Partnern zu befreien oder vorsorglich zuzuweisen.

Die Totalrevision des Zivilschutzgesetzes ist notwendig, um das neue Konzept endgültig in die Tat umsetzen zu können. Das heisst, die Ausbildung verstärkt auf die eigentlichen Bedürfnisse auszurichten, inklusive den richtigen Mann oder die richtige Frau an den richtigen Platz zu stellen, die Ausrüstung dem Auftrag anzupassen – in Brig hat man entsprechende Lehren gezogen –, die Organisation zu vereinfachen – u. a. keine Doppelspurigkeiten mehr entstehen zu lassen –, Brand- und Pionierschutz durch die dafür geeignetere Feuerwehr leisten zu lassen usw., um schliesslich kostengünstig und zeitgemäss eine grosse humanitäre Wirkung zu erzeugen.

Der Zivilschutz aber bleibt eine Milizorganisation, in der die Frauen zu freiwilligen Dienstleistungen eingeladen sind. Er wird auch weiterhin zur Hauptsache von den Gemeinden getragen, wird aber für Regionalisierung und Verbundlösungen offener sein müssen. Die vermehrte Zusammenarbeit aller Hilfs- und Rettungsdienste und -organisationen ist eine dringliche Forderung unserer Sicherheitspolitik.

Herr Bundesrat Koller, der Entwurf des revidierten Zivilschutzgesetzes fand bis heute überall gute Aufnahme, so auch in der Sicherheitspolitischen Kommission. Sie und Ihre Mitarbeiter verstanden es, in einem breitangelegten Vernehmlassungsverfahren die Kantone, die Gemeinden, Fachleute und insbesondere die Pflichtigen, die an der Front ihren Dienst verrichten, einzubeziehen und ihre Anliegen auch aufzunehmen. Dafür danke ich Ihnen.

Gestatten Sie mir noch, dass ich auf einige besondere Probleme hinweise:

Zuweisung: Mit der vorsorglichen Zuweisungsmöglichkeit an kantonale Notstandsorganisationen und an die Polizei wird der Zivilschutz noch flexibler. Die Zugewiesenen stehen in Rechten und Pflichten von Schutzdienstpflichtigen und bleiben unbewaffnet. Für besondere Ausrüstungsbedürfnisse hat aber die Institution, der sie zugewiesen sind, aufzukommen. Das muss man gegenüber diesen Institutionen deutlich sagen. Verlangt eine Aufgabe eine Bewaffnung, dann kommt keine Zuweisung, sondern dann käme nur die Befreiung vom Dienst in Frage; dann sind das keine Zivilschutzpflichtigen mehr.

Bundesbeiträge (Art. 55): Zivilschutz ist vorwiegend Sache der Gemeinden und der Kantone. Fordern wir vom Bund nicht wieder mehr als das, was im Entwurf des Bundesrates steht! Erinnern wir uns mindestens während dieser Session an die Budgetdebatte, und stocken wir nicht schon wieder auf!

Noch eine Bemerkung betreffend die Anzahl der Unterzeichner des Minderheitsantrages: Ich war etwas erstaunt, vier Namen zu lesen; in der Kommission wurde dieser Antrag mit 2 zu 5 Stimmen abgelehnt. Es scheint mir nicht ganz richtig, dass beim Minderheitsantrag im nachhinein Personen aufgeführt werden, die an der Kommissionssitzung eventuell gar nicht teilgenommen haben.

Einsparungen: Aus dem Salvioni-Bericht – er wurde immerhin von ihm veranlasst – ersehen wir, dass durch das neue Zivilschutzkonzept enorme Einsparungen ermöglicht werden, dass beim Zivilschutz nur noch das Allernotwendigste angeschafft wird und dass der Zivilschutz seinen Beitrag an die Sanierung der Bundesfinanzen geleistet hat. Wir dürfen aber in bezug auf Einsparungen bei der Ausrüstung und der Ausbildung nicht mehr weitergehen, sonst bleibt die gut angelaufene Umstellung stecken, und der «Zivilschutz 95» wird doch noch ein Papiertiger.

Zum Rückweisungsantrag Zimmerli: Zivilschutz- und Militärgesetz sind in der Vorbereitung und im Entwurf aufeinander abgestimmt. Die Zusammenarbeit ist ausdrücklich festgehalten, insbesondere in Artikel 11 ZSG. Details – das muss ich Herrn Zimmerli nicht sagen – sind in den Verordnungen festzulegen, insbesondere deshalb, weil der Zivilschutz zur Hauptsache Gemeinde- und Kantonssache ist. Denn die Feuerwehr können wir hier sowieso nicht regeln – das Konzept «Feuerwehr 95» war im Rat kein Thema. Das ist eine kantonale Sache, und deshalb müssen verschiedene Bereiche der Hilfs-

und Rettungsdienste kantonal oder sogar auf Gemeindestufe geregelt werden – etwa, wie Geräte gemeinsam angeschafft und welche Geräte gemeinsam benutzt werden können, wie gemeinsame Organisationen getroffen werden können.

Sollten sich im Militärgesetz wesentliche Aenderungen ergeben, könnten dank unseres Zweikammersystems die Korrekturen wenn notwendig auch im Zivilschutzgesetz längstens noch vorgenommen werden. Die Gesetzesrevision präjudiziert in keiner Weise die bevorstehende Regierungs- und Verwaltungsreform. Abklärungen, ob der Zivilschutz anderswo unterstellt werden soll, werden zurzeit vorgenommen, ebenfalls, ob es in Zukunft ein Sicherheitsdepartement geben soll. Das alles hat mit dieser Gesetzgebung nichts zu tun. Man kann das auch nachher und ganz unabhängig davon beschliessen. Es besteht also überhaupt kein Grund zur Rückweisung an die Kommission. Behandeln wir das Gesetz heute! Verzögern wir den Fahrplan nicht!

Noch ein Wort zur Teilrevision des Bundesgesetzes über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz: Es ist gut, dass wir hier und heute vom schweizerischen Perfektionismus und von der Uebersicherung abrücken – ich denke an die Anzahl Schutzplätze, die zum Teil weit über 100 Prozent hinausgehen. Die Ersatzbeiträge privater Baupflichtiger werden den Gemeinden für Bauerneuerungen, für die Anschaffungen von Material und Ausrüstung eine wohltuende finanzielle Hilfe sein.

In diesem Sinne bitte ich Sie, einzutreten. Weisen Sie das Ganze nicht an die Kommission zurück, es ist nicht notwendig! Ich stimme den Anträgen im Sinne der Kommission zu.

Loretan: Ich möchte die Revision der Zivilschutzgesetzgebung in zweifacher Hinsicht einer – sicher auch persönlich gefärbten – Beurteilung unterziehen.

In sicherheitspolitischer Hinsicht fügt sich die Vorlage in das Gerüst des Berichtes 90 zur neuen Sicherheitspolitik ein. Das kann nicht bestritten werden. Die Vorlage ist mit «Armee 95» koordiniert; ich werde noch darauf zurückkommen. Sie ist auch mit dem neuen gesamtschweizerischen Feuerwehrleitbild «Feuerwehr 95» koordiniert. Daraus ergeben sich sehr erwünschte Synergieeffekte im Bereich der Materialbeschaffung, wobei hier die Anstrengungen noch zu intensivieren sind. Es ergeben sich Synergieeffekte im Bereich der Personalrekrutierung und Synergieeffekte vor allem im Bereich der Ausbildung. Die Beurteilung fällt positiv aus, und ich möchte dem Bundesrat, dem Departementschef, Herrn Bundesrat Koller, aber vor allem auch dem Bundesamt für Zivilschutz unter seiner neuen Führung für seine Flexibilität gratulieren.

In diesem Zusammenhang ist die Aussicht von grosser Bedeutung, dass 60 000 Angehörige der Milizfeuerwehren von der Schutzdienstpflicht im Zivilschutz befreit werden sollen, weil ja neu die Feuerwehren auch im Falle von Teilmobilmachungen oder einer allgemeinen Kriegsmobilmachung, aber auch beim Aufgebot des Zivilschutzes ihre Aufgaben – das sind Rettung, Brandbekämpfung und allgemeine Schadenabwehr – weiterhin erfüllen sollen. «Befreiung» bedeutet, dass die betreffenden Feuerwehrleute auch keine Ausbildungsdienste in Formationen des Zivilschutzes absolvieren werden. Das ist ein Schritt in die richtige Richtung. Insbesondere die Spezialisten und die Kader der Feuerwehr müssen während 10 bis 15 Jahren, sofern sie körperlich und geistig leistungsfähig bleiben, in ihren Funktionen behalten werden können. Im Zeichen der zunehmenden Freiwilligkeit des Feuerwehrdienstes – je nach kantonaler Regelung – ist man auf diesen sanften Druck – Befreiung im Zivildienst, dafür Dienst in der Feuerwehr – angewiesen, um diese Leute nach ihrer aufwendigen Ausbildung möglichst lange behalten zu können.

Im Bereich der Zivilschutzgesetzgebung spielt die Koordination mit der Feuerwehr. Im Armeebereich dagegen sind Fragen zur Freistellungsregelung offen. Darüber werden wir uns dann, Herr Zimmerli, beim Militärgesetz unterhalten. Da stehe ich dann eher auf Ihrer Seite. Dort wird es darum gehen, weitere rund 20 000 Aktivdienstdispensationen gesetzlich festzulegen. Besser wäre es indessen – ich werde vermutlich Anträge in dieser Richtung vertreten –, analog der Lösung im Zivilschutzgesetz auch hier Freistellungen oder Befreiungen, im

gesetznstechnischen Sinne formuliert, zu treffen. Das wäre im Interesse der Feuerwehren, gerade auch der Milizfeuerwehren mit ihrem hohen Spezialisierungsgrad, speziell in den Stützpunkt-Feuerwehren. Doch davon dann in der dritten Sessionswoche.

Ich werde die Anträge, die schon verteilt worden sind oder noch kommen werden, zur besseren Vernetzung der drei Partner Armee, Zivilschutz und Feuerwehren unterstützen, bin aber nicht der Meinung, dass wir deswegen dem Antrag Zimmerli auf Rückweisung zustimmen müssten. Ich möchte ganz kurz sechs Gründe vortragen, die für eine Ablehnung des Rückweisungsantrages Zimmerli sprechen. Ich tue dies nicht etwa deswegen, weil er mich nicht zitiert hat. Ich habe nämlich zu diesem Thema beim «Leitbild Zivilschutz» auch gesprochen. (Heiterkeit) Spass beiseite, man kann nicht alle zitieren.

1. Die Partner Armee und Zivilschutz sind gleichberechtigt und gleichwertig. Man kann also in diesem Sinne nicht die Armee, wie es Herr Zimmerli tun will, favorisieren und das Militärgesetz quasi als Leitlinie für das Zivilschutzgesetz vorweg behandeln wollen.

2. Die Revision der Zivilschutzgesetzgebung ist weitgehend unbestritten, was beim neuen Militärgesetz nicht unbedingt so gesagt werden kann. Da könnten wir auf der Zeitachse in schwierige Probleme hineingeraten. Gott sei Dank können wir den Kernbereich dieser Gesetzgebung vorziehen.

3. Koordinationsbedarf besteht nicht primär beim Zivilschutzgesetz, sondern bei der Armee, beim Militärgesetz, vor allem was die bereits angesprochene personelle Seite betrifft. Bei der Revision des Zivilschutzgesetzes ist diese Seite gut gelöst.

4. Wir würden mit der Zustimmung zum Antrag Zimmerli der Revisionsarbeit an der Zivilschutzgesetzgebung den Schwung nehmen, den der Zivilschutz so gut gebrauchen kann, wie Herr Bühler Robert es klar dargelegt hat. Es wäre schade, wenn wir nun hier einen Unterbruch einlegen würden, welcher der Revision der Gesetzgebung nur schaden könnte. Die Auswirkungen auf die Zivilschutzdienstpflichtigen und auf die Milizorganisationen (Zivilschutzverband usw.) wären nicht gut, wenn der Ständerat das heute so beschliessen würde.

5. Wie lange, so frage ich Sie, wird die Neustrukturierung unseres Regierungssystems, unserer Departemente, unserer Verwaltung noch dauern? Wir sind erst am Anfang der parlamentarischen Beratungen, und diese Regierungsreform wird uns noch viel Zeit kosten. Darauf können wir doch bei der Verabschiedung der Zivilschutzgesetzgebung nicht warten.

6. Ich gebe durchaus zu, Herr Zimmerli, dass der Koordinationsbedarf im Bereich des Materials noch vorhanden ist. Herr Bühler hat darauf hingewiesen, dass hier auf der Verordnungsstufe und der rein praktischen Ebene in den Gemeinden die Probleme gelöst werden können. Und wenn wir gesetzgeberisch tätig werden müssen, dann besteht die Möglichkeit, in den Artikeln 48ff. des Zivilschutzgesetzentwurfes Anträge einzubringen, wie das Herr Salvioni vermutlich noch tun wird. Damit könnte dem vordringlichsten Anliegen des Antragstellers Rechnung getragen werden.

Nun noch ganz kurz zur finanziellen Seite, zum zweiten Teil meiner Ausführungen: Die mit der Umsetzung des Leitbildes «Zivilschutz 95» zu erzielenden Einsparungen sind beträchtlich und im Zeitalter der enormen Schuldenwirtschaft von Bund, von vielen Kantonen und leider auch vielen Gemeinden hochwillkommen. Sie lassen sich realisieren, ohne dass die Verbesserung der Ausbildung, die vordringlich ist, sowie die dringend erforderlichen Neubeschaffungen von Material zur Förderung der Katastrophen- und Nothilfe darunter zu leiden hätten. Allerdings darf, analog zum Bereich Armee, beim Bund der Jahresplafond von rund 200 Millionen Franken nicht unterschritten werden, sonst gefährden wir die Umsetzung des Zivilschutzleitbildes 95.

Ich bin für Eintreten, somit für Ablehnung des Rückweisungsantrages Zimmerli und dann im Prinzip für Zustimmung zu den Anträgen der Kommission bzw. der Kommissionsmehrheit.

Huber: Ich habe heute offenbar das Schicksal, immer unmittelbar im Anschluss an Herrn Kollege Loretan zu argumentieren. Aber das ist das waltende Schicksal, das da oben sitzt – wo, das lasse ich dahingestellt.

Ich möchte einige Sätze zum Eintreten sagen. Es ist klar, ich bin aus Ueberzeugung für Eintreten. Das Echo hat Herr Bühler Robert als zuständiger Präsident richtig geschildert. Ich bin dankbar dafür, Herr Bundesrat Koller, dass in diesem Gesetz endlich die Frage geregelt wird, die den Kantonen so immense Schwierigkeiten bereitet hat: nämlich die Norm, die die Nachbarschaftshilfe gesetzlich regelt, weil kommunale Landesfürsten uns zeitweise daran gehindert haben, die Zivilschutzorganisationen in Nachbargemeinden einzusetzen.

Es hat da ein Denken Platz gegriffen: Meine Feuerwehr ist nur meine Feuerwehr und nicht die der anderen. Das haben Sie beseitigt, und dass Sie den Mut gefunden haben, in den Grenzregionen darauf hinzuweisen, man könne über die Grenze hinaus tätig werden, ist auch ein guter Zug.

Ich bin dankbar, dass eine Reduktion der Bestände stattfindet, und zwar, weil der Ausbildungserfolg mit den zur Verfügung stehenden Mitteln bei kleineren Beständen grösser sein kann. Der zentrale Zweck dieses Gesetzes hingegen scheint mir nun darin zu bestehen, dass die Unterschiede im Zivilschutz, die in unserem Land bestehen, ausgemerzt werden. Die lokalen und regionalen Unterschiede sind im Zivilschutz sehr gross. Man muss sich hüten, alles über einen Leisten zu schlagen. Doch es muss Lückenfüllung betrieben werden, damit der Zivilschutz seine Funktion in der Gesamtverteidigung erfüllen kann.

Ich möchte die Liste der Argumente von Herrn Loretan noch verlängern, warum der Rückweisungsantrag abgewiesen werden sollte. Herr Kollege Zimmerli, Sie hätten mich ohne weiteres noch in einer anderen Eigenschaft zitieren können. Ich hatte das Vergnügen, während zwölf Jahren als Mitglied des Regierungsrates gleichzeitig die Militärverwaltung und den Zivilschutz in einem Departement zu führen. Meine aargauischen Mitbürger haben sich in keiner Art und Weise daran geübt. Es ist auch gelungen, eine Gesetzgebung zur Annahme zu bringen, die alle Gebiete der zivilen Verteidigung in einem Gesetz zusammenführt, vom koordinierten Sanitätsdienst bis zum Kulturgüterschutz, und damit aufzuzeigen, wie viele Zusammenhänge in Tat und Wahrheit bestehen.

Die Gründe, weshalb ich den Rückweisungsantrag ablehne, sind drei:

1. Die Struktur bei der Armee ist direkt umgekehrt wie die Struktur beim Zivilschutz. Beim Zivilschutz liegt das Schwergewicht auf der Stufe der Gemeinde. Auf der Stufe des Kantons liegen reelle und reale Kompetenzen, und auf der Stufe des Bundes wird mit sehr wenig Kräften ein Ausschnitt aus der gesamten Tätigkeit vorgenommen und die Gesetzgebung betrieben.

Bei der militärischen Struktur ist auf der Ebene der Gemeinde der Sektionschef eine einsame Person. Die kantonale Militärverwaltung hat vorwiegend Organisatorisches zu tun, das Schwergewicht liegt eindeutig beim Bund. Das zeigt, dass die Struktur, der zivilen und der bürgernahen Ausgestaltung wegen, nun genau invers ist und nicht gleichartig verläuft. Das führt zu gewissen Schwierigkeiten.

2. Diese Schwierigkeiten werden durch die Praxis behoben. Zivilschutz und Armee arbeiten gut zusammen. Das ist die Erfahrung der Vergangenheit. Die Zusammenarbeit kann nicht in Gesetzesnormen gefasst werden. Sie ist etwas, das der direkten Tätigkeit entspringt, sei es im Bereich der Ausbildung, sei es im Bereich der Führung, sei es im Bereich der Vorbereitung. Das sind individuelle Akzente, die von den Handelnden gesetzt werden und für die Sie keine zusätzliche rechtliche Basis brauchen.

3. Das letzte Argument bezieht sich auf den zweiten Punkt des Rückweisungsantrages, die organisationsrechtlichen Voraussetzungen dafür zu schaffen, dass im Prinzip die Idee des Sicherheitsdepartements realisiert werden kann.

Darf ich Herrn Zimmerli darauf aufmerksam machen, dass Artikel 8 des noch geltenden Zivilschutzgesetzes, das nun derogiert werden soll, festschreibt, dass der Zivilschutz beim Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartement und beim Bundesamt für Zivilschutz angesiedelt ist. Das neue Gesetz enthält aber diesbezüglich keine Aussage. Damit ist die Voraussetzung erfüllt, dass der Bundesrat ohne gesetzliche Bindung seine Organisationskompetenz ausüben kann. Wenn er das

nicht tut oder das allenfalls aus irgendwelchen Gründen nicht tun will, ist die Vorlage über die Verwaltungsorganisation und die Regierungsreform der Ort, wo diesbezüglich gewirkt werden muss.

Ich komme dazu, Ihnen zu empfehlen, auf dieses klare, moderne, gute Gesetz einzutreten – es spricht alle Probleme des Zivilschutzes an und gibt gestützt darauf die Möglichkeit, sie auch zu lösen – und den Rückweisungsantrag Zimmerli abzulehnen.

Mornioli: Der Empfehlung unseres Ratspräsidenten folgend habe ich mein Votum zusammengestrichen und beschränke mich auf zwei Bemerkungen.

Nell'ambito della commissione competente ho votato questa legge. Dopo avere però sentito le argomentazioni del collega Zimmerli ho deciso di appoggiare la sua proposta di rinvio.

Ich unterstütze somit den Rückweisungsantrag. Falls er aber abgelehnt werden sollte, möchte ich noch eine kurze Bemerkung anbringen.

Artikel 28 Absatz 2 legt folgendes fest: Wenn Zivilschutzorganisationen oder Teile davon im Einsatz stehen, kann jede Person zur Hilfeleistung verpflichtet werden. Ich hoffe, dass von dieser Bestimmung auch Gebrauch gemacht wird. Was haben wir bei der Ueberschwemmung in Locarno erlebt? Der Zivilschutz wurde aufgeboten und hat sehr nützliche Dienste zugunsten der Behörden und der Bevölkerung erbracht. So konnte zum Beispiel Dank Integration von Zivilschutzpersonen und Angehörigen der Armee in den Ordnungs- und Verkehrsregeldienst die Polizei erheblich entlastet werden. Diese Leute wurden aber dem Arbeitsplatz entzogen, was bei vielen Arbeitgebern nicht gerade grosse Freude ausgelöst hat. Man ist der Meinung, dass man aus dem Heer der Arbeitslosen hätte schöpfen können. Es wurden nur einige wenige eingesetzt, die sich freiwillig gemeldet hatten.

Ich kann begreifen, dass bei Katastrophen wie in Brig, die unangemeldet über eine Stadt hereinbrechen, auf geschultes Personal abgestützt werden muss. Aber in Locarno war der Anstieg des Sees präzise vorausgesagt worden und hat sich nur langsam entwickelt. Man hätte also genug Zeit gehabt, um Arbeitslose aufzubieten, zu instruieren und zu organisieren. Ich hoffe natürlich, dass unser Land von weiteren Naturkatastrophen verschont bleibt. Falls aber solche eintreten, sollte von der erwähnten Möglichkeit, Arbeitslose zu rekrutieren, Gebrauch gemacht werden.

M. Delalay: Je voudrais juste intervenir dans ce débat d'entrée en matière pour dire quelques mots, parce que je ne souhaite pas que l'on ait l'impression que les Suisses romands se désintéressent de la protection civile, ce qui n'est vraiment pas le cas.

On entend fréquemment, soit à la Commission des finances, soit au Parlement, et même dans le public, exprimer l'idée que la protection civile devrait adopter une attitude plus économe des deniers publics, en particulier en ce qui concerne les acquisitions de matériel, la construction d'abris. Sous cet angle, on peut dire que le projet qui nous est présenté va dans la bonne direction, puisqu'il accorde dorénavant un accent plus fort à tout ce qui touche à l'instruction et un peu moins au matériel. Ainsi, des économies sensibles pourront être réalisées, et cela dans le sens des souhaits qui sont généralement exprimés.

Je voudrais souligner quelques éléments prévus dans ce projet en vue de réaliser ces économies.

Tout d'abord, il y a – il faut le saluer – une compression des effectifs qui est prévue, de près d'un tiers, et il y a aussi d'autres mesures au niveau du matériel, comme par exemple de nouvelles normes dans les constructions sanitaires, une restructuration des organismes de protection civile, et également l'accomplissement de certaines tâches sur le plan régional et non plus communal comme jusqu'ici. Ainsi, j'ai été frappé, par exemple, par un rapport qui a été fait par M. le chef du Département fédéral de justice et police, à la suite de sa visite à Brigue après les intempéries, selon lequel on a appris que, malheureusement, il manquait à la disposition des sauveteurs des bottes et des manteaux de pluie dans la situation telle que

nous l'avons connue dans le Haut-Valais récemment. Je pense qu'une organisation sur le plan régional est précisément de nature à pallier ces difficultés à l'avenir et à permettre un équipement meilleur, décentralisé qui soit de nature à faire face aux risques que nous encourons.

Il y a également dans les projets d'économies qui sont présentés l'idée de renoncer à certaines acquisitions dans le domaine du matériel. Là aussi, je pense que cela va dans la bonne direction parce que j'ai été aussi surpris d'apprendre dernièrement que les organes de la protection civile envisageaient, par exemple, de changer tous les moteurs des génératrices pour que ceux-ci soient adaptés à l'utilisation de l'essence sans plomb. Je pense qu'il y a là une mesure perfectionniste vers laquelle il ne faudrait pas diriger trop notre action.

Enfin, il faut dire aussi que ce projet va dans le bon sens en ce qui concerne le renforcement de la collaboration et de la coordination de la protection civile avec les autres organisations partenaires, comme les sapeurs-pompiers, les services techniques communaux, la police et l'armée. C'est donc une nouvelle orientation de la coordination des activités civiles et militaires, comme il est demandé dans divers milieux depuis longtemps.

En conclusion, je voudrais saluer le travail qui a été effectué par le Conseil fédéral et les services de M. Koller, conseiller fédéral. Ces travaux correspondent à nos vœux. Certes, peut-être aurait-on pu avoir des objectifs encore plus ambitieux dans le domaine de la coordination, mais je crois que cela ne ferait que retarder une réforme qui est, aujourd'hui, bienvenue.

C'est la raison pour laquelle j'opte pour l'entrée en matière et vous invite également à le faire.

Bloetzer: Ich bin für Eintreten und beantrage Ihnen, den Rückweisungsantrag Zimmerli abzulehnen.

Worum geht es? Das Ziel dieser Vorlage ist die gesetzliche Umsetzung der Zivilschutzreform, die wir mit dem neuen Zivilschutzleitbild vom Februar 1992 eingeleitet haben. Es ist unbestritten, dass sich der Zivilschutz bei den Unwetterkatastrophen, von denen das Wallis und das Tessin im vergangenen September heimgesucht wurden, bewährt hat. Der Zivilschutz, koordiniert mit den übrigen Einsatzelementen, hat klar gezeigt, dass die Reform in die richtige Richtung geht.

Ich war früher Chef eines kommunalen Führungsstabes, und ich habe ebenfalls Gelegenheit, am Aufbau einer kantonalen Katastrophenhilfeorganisation mitzuwirken. Aus dieser Erfahrung heraus bin ich der Auffassung, dass es darum geht, den kantonalen, regionalen und kommunalen Führungsstäben Einsatzelemente zur Verfügung zu stellen, mit einer zweckmässigen Organisation und Ausrüstung, und dafür zu sorgen, dass die Leute, die in den Einsatzelementen Dienst leisten, eine gute Ausbildung erhalten; vor allem geht es auch darum, dass eine zweckmässige Führung sichergestellt wird.

Diese Gesetzesrevision und die eingeleitete Reform stellt dies für einmal sicher. Was wir von Kollege Zimmerli gehört haben, ist einleuchtend im Sinne einer Vision für die Zukunft. Ich möchte das, was Herr Zimmerli dargestellt hat, nicht verneinen. Heute geht es aber nicht um Zukunftsvisionen. In einer weiteren Etappe wird es darum gehen, eine verbesserte Koordination im Einsatz aller Mittel für die Sicherheit unserer Bevölkerung sowohl auf Stufe Gemeinde und Kanton wie auch aus nationaler Sicht anzustreben. Heute geht es darum, die Zivilschutzreform, die wir eingeleitet haben, effektiv durchzuführen und gesetzlich umzusetzen.

Aus dieser Sicht beantrage ich Ihnen Eintreten und Ablehnung des Rückweisungsantrages Zimmerli.

Zimmerli: Zunächst möchte ich mich bei Herrn Loretan – er ist zwar nicht mehr da – entschuldigen, dass ich ihn nicht zitiert habe. Ich hätte ihn auch zitieren können, aber ich wollte die Debatte nicht verlängern – soviel nur, damit keine Missverständnisse entstehen.

1. Es geht mir nicht darum, heute Rückweisung des ganzen Pakets zu verlangen, sondern nur Rückweisung des Beschlusses A. Der Beschluss B, das Schutzbautengesetz, kann verabschiedet werden.

2. Ich beantrage nicht, dass der Zivilschutz schon jetzt einem anderen Departement, dem EMD, zugewiesen wird; das hat Herr Huber durchaus richtig gesagt. Ich will nur, dass die organisationsrechtlichen Voraussetzungen für eine Zuweisung an ein einziges Departement geschaffen werden können. Da genügt mir einfach die Streichung des geltenden Artikel 8 nicht. Ich möchte, dass man das Gesetz in diesem Sinne auf den Anpassungsbedarf hin untersucht; das gibt nicht sehr viel zu tun.
3. Ich favorisiere kein Gesetz, weder das Zivilschutzgesetz noch das Militärgesetz!
4. Ich finde es schade, dass wir, obwohl wir den Koordinationsbedarf an sich erkennen, die Arbeit auf die Differenzbereinigung verschieben. Ich finde das für den Erstrat nicht sinnvoll.

M. Coutau, rapporteur: J'aimerais remercier les orateurs qui se sont prononcés contre la proposition de renvoi Zimmerli et qui ont, dans ce sens, fourni de bons arguments.

Je vous rappelle que M. Zimmerli demande deux choses: une meilleure harmonisation de la protection civile avec l'organisation militaire et la réunion de la protection civile et de l'armée dans un seul département.

En ce qui concerne la coordination entre la PCi et l'organisation militaire, on peut dire au moins qu'elle est assurée dans le temps puisque les deux projets ont été mûris simultanément et qu'ils devraient entrer en vigueur simultanément en 1995. Cette simultanéité dans le temps a provoqué inévitablement une certaine simultanéité dans la réflexion. Matériellement aussi, j'estime qu'il y a, en ce qui concerne l'organisation et l'obligation de servir, en ce qui concerne la juxtaposition de l'engagement des personnels, une volonté de coordination. Peut-être ne s'exprime-t-elle pas aussi clairement que M. Zimmerli l'aurait voulu, mais elle est en tout cas dans l'esprit des textes, sinon dans les textes eux-mêmes.

Je reconnais volontiers que la Délégation des finances a des soucis légitimes. Comme membre de la Commission des finances, j'en suis le premier convaincu, et je suis convaincu aussi qu'une meilleure coordination entre l'armée et la protection civile pourrait aboutir à des synergies propres à amener quelques économies supplémentaires. Mais j'aimerais rappeler, comme l'a fait M. Huber, les différences fondamentales qui séparent l'armée et la protection civile.

Cette différence est de nature constitutionnelle. Tant que la protection civile restera fondée sur les trois étages de la commune, du canton et de la Confédération, et qu'elle devra prévoir précisément ce caractère civil et respecter le fédéralisme de nos institutions, elle ne pourra pas être pratiquement organisée sur le même schéma que l'armée qui dépend, pour l'essentiel, de la Confédération. Tant que nous sommes régis par le système constitutionnel actuel, je ne pense pas qu'il puisse être question d'une coordination beaucoup plus approfondie que celle que nous avons déjà amorcée. Je rappelle d'ailleurs, et vous l'avez fait vous-même, Monsieur Zimmerli, que les deux organisations dépendent d'une conception globale de la sécurité et que c'est bien dans cet esprit-là que la loi a été conçue.

Quant à la réunion de la protection civile et de l'armée dans un seul et même département, je confirme que la présente révision ne l'empêche en rien, si l'opportunité en était finalement démontrée. Or, cette opportunité n'est pas encore démontrée, il est possible que cela soit le cas à la faveur d'une réorganisation du gouvernement. Il serait, à mon sens, prématuré de prendre une telle décision maintenant, à l'occasion de l'examen de l'actuelle révision. En revanche, la nécessité de mettre cette révision sous toit en temps utile, afin précisément d'assurer la coordination de son entrée en vigueur avec la nouvelle loi fédérale sur l'armée et l'administration militaire, nous incite à ne pas prolonger la durée des débats parlementaires. C'est aussi la raison pour laquelle je vous invite à vous opposer à la proposition Zimmerli et à entrer en matière sur cet objet.

Bundesrat Koller: Ich möchte Ihnen vorweg für die positive Aufnahme der bundesrätlichen Botschaft zur Revision der Zivilschutzgesetzgebung bestens danken. Wir sind uns alle ei-

nig, dass die Neuausrichtung des Zivilschutzes, wie sie im Zivilschutzleitbild 95 näher dargelegt worden ist, für den Zivilschutz eine grosse Chance ist. Die jüngsten Ereignisse im Wallis und im Tessin haben mir das einmal mehr klar bestätigt. Es ist eine Chance für die Dienstleistenden, die in diesem Einsatz der zivilen Katastrophenhilfe optimal motiviert sind. Es ist aber auch eine Chance im Sinne einer noch besseren Akzeptanz des Zivilschutzes in unserer ganzen Bevölkerung. Die rechtliche Umsetzung dieses neuen Zivilschutzleitbildes verlangt einerseits eine Totalrevision des Zivilschutzgesetzes und andererseits eine Teilrevision des Schutzbautengesetzes, die wir Ihnen mit der Botschaft vorgelegt haben.

Dabei darf ich bereits hier festhalten, dass wir uns im Rahmen vom «Zivilschutz 95» sehr um eine Abstimmung dieser Reformen mit den gleichzeitig laufenden Reformen sowohl der «Armee 95» wie auch der «Feuerwehr 95» bemüht haben. Es ist wirklich alles andere als selbstverständlich, wenn wir so weit gekommen sind, dass wir jetzt im neuen Zivilschutzgesetz mit dem Einverständnis der Feuerwehr eine viel bessere Arbeitsteilung zwischen Zivilschutz und Feuerwehr realisieren werden. Das war deshalb keineswegs selbstverständlich, weil die Feuerwehr natürlich ausschliesslich in den kantonalen Kompetenzbereich fällt und wir daher der Feuerwehr überhaupt nicht dreinzureden haben.

Trotzdem ist es uns gelungen, hier einheitliche Konzeptionen zu realisieren, mit der wichtigen Folge, dass der Einsatz im Verbund Zivilschutz/Feuerwehr künftig viel effizienter und kostengünstiger sein wird, indem wir ja durch diese klare Arbeitsteilung nunmehr auf die Brandschutzformationen des Zivilschutzes verzichten können. Das zeigt doch, wie sehr wir uns um Abstimmung all dieser Reformen bemüht haben. Ich möchte gerade auch den anderen Organisationen für diese Bereitschaft zu einer optimalen Abstimmung dieser Reformen ausdrücklich bestens danken.

Im Rahmen des totalrevidierten Zivilschutzgesetzes geht es vor allem um die rechtliche Verankerung folgender zentraler Neuerungen: Es geht einmal um die Gleichstellung der Katastrophen- und Nothilfe mit dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen bewaffneter Konflikte; dann um die Schaffung günstiger Voraussetzungen zum raschen und effizienten Einsatz der Zivilschutzmittel bei Katastrophen und Notlagen, nicht nur im Inland, sondern auch im grenznahen Ausland – denken Sie an die Regionen im Bereich Basel, Genf und anderswo –; dann geht es um die Neuverteilung der Aufgaben zwischen dem Zivilschutz und anderen Einsatzdiensten, insbesondere den Feuerwehren, entsprechend dem organisatorischen Leitsatz «So normal wie möglich und so ausserordentlich wie nötig»; dann um die Festschreibung der Verjüngung, der Straffung und der Vereinfachung der Zivilschutzorganisationen der Gemeinden; schliesslich um die Förderung der überörtlichen Aufgabenbewältigung nach dem Grundsatz «Rationalisierung durch Regionalisierung».

Die Teilrevision des Schutzbautengesetzes führt unter anderem – auch das ist sehr erwünscht – zu einer Vereinfachung und zu wesentlichen Verbilligungen im baulichen Bereich des Zivilschutzes.

Natürlich erhält durch diese Neuausrichtung die zivile Katastrophenhilfe sowohl in der Ausbildung als auch bei der Materialbeschaffung jetzt die erste Priorität. Aber auf der anderen Seite wäre es angesichts der sicherheitspolitischen Lagebeurteilung des Bundesrates, die wir Ihnen im Sicherheitsbericht unterbreitet haben, verfehlt, deswegen die klassische Aufgabe des Zivilschutzes – Schutz gegen Auswirkungen bewaffneter Konflikte – einfach aufzugeben.

Der Bau und vor allem der Unterhalt von Schutzräumen bleibt daher auch weiterhin eine zentrale Aufgabe des Zivilschutzes. Wir möchten vor allem – wir werden nachher Gelegenheit haben, dies aufgrund eines Einzelantrages von Herrn Bisig zu vertiefen – vom Prinzip «für jeden Einwohner ein Schutzplatz» nicht abkommen. Wir realisieren zwar im Rahmen der Zivilschutzreform auch im baulichen Bereich, den wir ganz bewusst in die dritte Priorität versetzt haben, grosse Einsparungen in der Grössenordnung von mehr als einer Milliarde Franken, aber es wäre andererseits verfehlt, von diesem bewährten Prinzip abzugehen.

Schutzräume sind immer noch der weitaus beste Schutz – übrigens auch bei vielen zivilen Katastrophen –, denken Sie nur an Unfälle in Atomkraftwerken und andern Industriebetrieben. Der Schutzraumbau und der Schutzbautenunterhalt sind damit naturgemäss eine langfristige Aufgabe. Wir haben in unserem Lande etwa dreissig Jahre gebraucht, bis wir diesem Ziel, für jeden Mann und jede Frau ein Schutzplatz, nahegekommen sind. Das zeigt auch, dass wir diese Aufgabe nicht einfach aufgeben sollten, nur weil der Zeitgeist die Bedrohung im Moment zum Teil nicht mehr sieht. Dabei haben wir in der Botschaft klargemacht, dass das Schwergewicht auf diesem Gebiet im Unterhalt und in der Werterhaltung der vorhandenen Schutzbauten bestehen muss. Nebenbei muss es vor allem darum gehen, erhebliche Lücken zu schliessen, die an gewissen Orten unseres Landes noch bestehen.

Die vorgeschlagene Aenderung des Schutzbautengesetzes erlaubt uns auf der anderen Seite ganz gewichtige Einsparungen durch Massnahmen, die wir Ihnen bereits angekündigt haben, die ich aber noch einmal wiederholen darf: Wir haben den Schutzgrad von Zivilschutzbauten von 3 Bar auf generell 1 Bar reduziert. Wir haben die Soll-Vorgabe bei der Erstellung von Patientenliegestellen in sanitätsdienstlichen Anlagen von 2 Prozent auf neu 1,5 Prozent der Bevölkerung festgelegt, was Einsparungen von etwa 460 Millionen Franken bedeutet, und wir verzichten auf die Beitragsleistung an die Erstellung von öffentlichen Schutzräumen in Gebieten, die 90 Prozent des Schutzplatzbedarfs bereits abgedeckt haben. Wir sehen im neuen Gesetz sogar eine Ermächtigung vor, hier bis auf 80 Prozent hinunterzugehen.

Aber ich möchte abschliessend betonen, dass Schutzbauten – gerade auch gegenüber gewissen zivilisationsbedingten Katastrophen – eine entscheidende Hilfe sind. Das sind Probleme, die man heute vielleicht allzu leicht übersieht, die aber bei jedem A-Unfall in der Nähe der Schweiz zweifellos wieder grössere Aktualität erlangen würden, die wir dann aber nicht kurzfristig lösen könnten.

Auch die Materialbeschaffung im Zivilschutz soll künftig ganz auf die Neuausrichtung des Zivilschutzes mit dieser neuen, gleichwertigen Hauptaufgabe, der zivilen Katastrophenhilfe, ausgerichtet werden. Wir sind daran, die Materialliste 85, aufgrund welcher wir bisher Material beschafft hatten, zu überarbeiten. Wir werden die ganze Materialbeschaffung zentral auf diese neue Hauptaufgabe ausrichten. In diesem Rahmen haben wir als Erstbeschaffungsprojekte eine wettertaugliche persönliche Ausrüstung vorgesehen, weil sich deren Fehlen gerade im Wallis als ein sehr schwerwiegender Mangel erwiesen hat. Es liegt in der Natur der neuen Aufgabe, dass vor allem die Pionierformationen im zivilen Katastrophenhilfeeinsatz besser ausgerüstet werden müssen. Dabei wollen wir – nachdem der Zivilschutz nach wie vor auf den Gemeinden als Hauptpfeiler ruht – den Gemeinden im Rahmen der Materialbeschaffung einen die spezifischen Verhältnisse berücksichtigenden Spielraum ausdrücklich belassen.

Ich kann Sie versichern, dass wir auch die Beschaffung von neuem Zivilschutzmaterial mit den Partnerorganisationen und insbesondere mit den Kantonen im einzelnen abgesprochen haben.

Erlauben Sie mir noch einige wenige Worte zu den finanziellen Aspekten. Der Herr Kommissionsreferent und andere sind bereits darauf eingegangen, so dass ich mich kurz fassen kann. Aber es ist eine entscheidende, erwünschte Nebenwirkung des neuen Zivilschutzes, dass er uns bis zum Jahre 2010 Einsparungen von insgesamt 2,3 Milliarden Franken erlauben wird: rund 1 Milliarde Franken im Bereich der Schutzbauten und mehr als 1 Milliarde Franken im Bereich der Materialbeschaffung, da wir dort grosse Verzichte realisieren. Wir verzichten bekanntlich auf den Ortsfunk; wir verzichten auf die erneute Beschaffung von Ueberlebensnahrung und anderem. Wir haben diese massgeblichen Einsparungen in einem Ergänzungsbereich zur Botschaft «Die finanziellen Auswirkungen des neuen Zivilschutzleitbildes» im Detail dargelegt.

Die Ausgaben für den Zivilschutz haben auf Bundesstufe in den letzten zwanzig Jahren kontinuierlich abgenommen. Sie machten 1992 real noch rund 42 Prozent des Betrages aus, den der Bund zwanzig Jahre früher, 1972 für den Zivilschutz

ausgegeben hat. Gleichzeitig ging der Anteil an den Gesamtausgaben des Bundes von 2 auf 0,4 Prozent zurück. Zählt man heute die Ausgaben für den Zivilschutz auf allen Stufen – Bund, Kantone, Gemeinden, Private – zusammen, kostet uns der Zivilschutz derzeit jährlich noch etwa 100 Franken pro Einwohner; sicher eine sehr billige Versicherungsprämie für das, was der Zivilschutz im Rahmen beider Hauptaufgaben heute leistet. Es kommt daher nicht von ungefähr – Herr Bühler Robert hat schon ausdrücklich darauf hingewiesen –, dass auch bei Umfragen die Akzeptanz des Zivilschutzes heute sehr hoch ist und sich mit der Neuausrichtung auf die zivile Katastrophenhilfe sicher noch einmal verbessern wird.

Damit komme ich auf den Rückweisungsantrag Zimmerli zu sprechen: Herr Zimmerli, ich kann Sie versichern, als wir diese Reformarbeiten sowohl im EMD als auch in meinem Departement angegangen sind, haben wir uns sehr wohl überlegt, ob die Reform nicht in einem grossen Schritt realisiert werden könnte. Es ist zuzugeben: Es steht auch das Problem einer allgemeinen Dienstpflicht im öffentlichen Interesse im Raum. Wir haben eine entsprechende Studienkommission eingesetzt, die hier die notwendigen Arbeiten vorantreibt. Auch die Frage einer Neugruppierung der Aemter in den bestehenden Departementen steht zurzeit zur Diskussion.

Nach reichlicher Ueberlegung sind wir zum Schluss gekommen, dass allein ein etappenweises Vorgehen zu zeitgerechten Reformen führen kann. Das war der Grund, weshalb wir uns entschlossen haben, in einer ersten Etappe die Armeeform sowie die Zivilschutz- und Feuerwehreform 1995 zu realisieren und in einer folgenden Etappe die ganzen Probleme einer allgemeinen übergreifenden Dienstpflicht – was eine entsprechende Verfassungsänderung nötig machen würde! – und die Frage der Neuorganisation im Rahmen der Departemente anzugehen. Denn wenn wir das in diese erste Phase hätten einbetten wollen, hätte das zu einer nicht zu verantwortenden Verzögerung all dieser unbedingt notwendigen Reformarbeiten geführt.

In diesem Zusammenhang, Herr Zimmerli, darf ich darauf hinweisen, dass die De-facto-Zusammenarbeit heute schon viel weiter geht, als allgemein angenommen wird. Ich gebe zu, die legalistisch umschriebene Zusammenarbeit erschöpft sich in diesem Gesetz in einem oder zwei Artikeln. Letztlich kommt es vor allem aber auf die faktische Zusammenarbeit an.

Seit längerer Zeit arbeiten wir z. B. mit der Armee in den folgenden Bereichen praktisch tagtäglich zusammen: Auf dem Gebiet der Materialbeschaffung – aufgrund einer entsprechenden Verordnung, der sogenannten bundesrätlichen Einkaufsverordnung –, im Bereich der Personaladministration – deshalb konnten wir Ihnen auch diese Sofortmassnahmen zum vorzeitigen Uebertritt aus der Wehrpflicht in den Zivilschutz im März dieses Jahres ohne Komplikationen unterbreiten –, auf dem Gebiet der Versorgung, des AC-Schutzes, des Sanitätsdienstes, der Uebermittlung, des Planungswesens. Bereits heute wird also zwischen Armee und Zivilschutz sehr eng zusammengearbeitet. Es ist aber bei der Armee wie im Zivilschutz: Die Doktrin der Zusammenarbeit eignet sich meiner Meinung nach wenig, um in der Gesetzgebung festgelegt zu werden, sondern das muss der situativen Anpassung auf den einzelnen Teilgebieten weitgehend offen bleiben.

Im übrigen ist zu beachten, dass dieser Zusammenarbeit – auch das ist von mehreren Votanten bereits gesagt worden – von der total unterschiedlichen Struktur von Zivilschutz und Armee her auf der anderen Seite doch enge Grenzen gesetzt sind.

Sie wissen: Die Armee ist zentral geführt, wird zentral eingesetzt; der Zivilschutz ist dagegen total föderalistisch aufgebaut. Die Hauptverantwortung liegt hier bei den Gemeinden und Kantonen.

Im übrigen ist auch hier ein weiterer Unterschied zu betonen: Der Zivilschutz hat keinerlei Kampfauftrag. Er ist unbewaffnet; ich möchte das auch hier vom Tisch des Bundesrates aus unterstreichen. Die Zuweisungen, die wir hier im Gesetz vorsehen, dürfen nicht dazu führen, dass der Zivilschutz plötzlich militärische oder auch polizeiliche Aufgaben mit Bewaffnung erfüllen könnte. Das wäre mit internationalen Konventionen, mit der Haager Konvention, nicht vereinbar.

Dass wir auf dem Gebiet der Materialbeschaffung schon eng zusammenarbeiten, habe ich bereits ausgeführt. Die Frage der Neuorganisation des Zivilschutzes und der Armee in einem einheitlichen Sicherheitsdepartement – auch da bin ich mit mehreren Votanten einverstanden – muss zwar geprüft werden, und der Bundesrat ist gewillt, sie zu prüfen. Der richtige Ort wird die Vorlage der Regierungs- und Verwaltungsreform sein, die ja bei Ihnen pendent ist. Aber die Lösung kann – entschuldigen Sie den Ausdruck – nicht einfach übers Knie gebrochen werden.

Ich erinnere mich sehr wohl: An einer der letzten Sitzungen, die ich mit den kantonalen Zivilschutzdirektoren hatte, waren beispielsweise alle Zivilschutzdirektoren der welschen Schweiz, über alle Parteien hinweg, nach wie vor gegen eine «Militarisierung» des Zivilschutzes. Wenn wir ihn dann eines Tages «militarisieren» wollen und wenn die Studien, die zurzeit in Gang sind, tatsächlich zu einer solchen Zentralisierung aller oder der meisten sicherheitspolitischen Mittel in einem neuen Gesamtverteidigungs- oder Sicherheitsdepartement führen, bedarf das natürlich sehr, sehr sorgfältiger Vorarbeiten. Es bedarf auch noch sehr vieler Ueberzeugungsarbeit.

Dann muss ich Ihnen ehrlich sagen, Herr Zimmerli: Eine allfällige formelle Anpassung des Zivilschutzgesetzes und des Militärgesetzes wird eigentlich eher eine kleine Arbeit sein.

Wenn Sie jetzt aber dieses Gesetz an die Kommission zurückweisen, bin ich überzeugt, dass das zu einer Verspätung führt, die bis zu einer nächsten Session nie erledigt werden kann. Dann würden natürlich naturgemäss all diese Revisionsanliegen zur Diskussion gestellt, die wir vonseiten des Bundesrates ganz klar in die zweite Etappe verwiesen haben und die wir dann auch im Rahmen der zweiten Etappe lösen wollen.

Aus all diesen Gründen möchte ich Sie daher dringend bitten, den Rückweisungsantrag Zimmerli abzulehnen.

Abschliessend möchte ich festhalten, dass wir mit der neuen Zivilschutzgesetzgebung die rechtlichen Grundlagen für einen modernen, den heutigen und den sich abzeichnenden Herausforderungen gewachsenen Zivilschutz bereitstellen. Die Fähigkeit des Zivilschutzes, rasch, flexibel und unbürokratisch auf Notlagen aller Art zu reagieren, wirkt motivierend auf alle Schutzdienstpflichtigen. Vor allem aber trägt eine solche Handlungsbereitschaft dem legitimen Sicherheits- und Schutzbedürfnis der Bevölkerung Rechnung.

In diesem Sinne möchte ich Sie bitten, auf die Vorlage einzutreten.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition

Abstimmung – Vote
Für den Antrag Zimmerli
Dagegen

5 Stimmen
23 Stimmen

Detailberatung – Discussion par articles

A. Bundesgesetz über den Zivilschutz

A. Loi fédérale sur la protection civile

Titel und Ingress, Art. 1–4

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1–4

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 5

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. Coutau, rapporteur: A l'article 5 alinéa 2 lettre b, la commission me prie de faire une remarque au sujet de la surveil-

lance de l'exécution des prescriptions de la Confédération par les cantons et les communes.

En effet, l'Office fédéral de la protection civile n'a pas des pouvoirs très considérables, et il ne peut en user qu'avec pondération et réserve, compte tenu des susceptibilités fédéralistes et des engouements plus ou moins grands dans les régions du pays à exécuter les prescriptions de la loi fédérale. Il n'empêche qu'il faut prendre au sérieux cette surveillance de l'exécution, car on a, aujourd'hui, de trop grandes différences entre les diverses régions de notre pays en ce qui concerne le degré de préparation de la protection civile.

C'est la raison pour laquelle la commission m'a demandé d'attirer l'attention du conseil sur cette disposition en particulier.

Angenommen – Adopté

Art. 6, 7

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 8

Antrag der Kommission
Abs. 1, 2
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates
Abs. 3

Der Kanton kann die Gemeinden verpflichten, in bestimmten Bereichen zusammenzuarbeiten oder ihre Zivilschutzorganisationen zusammenzulegen.

Antrag Salvioni

Abs. 1
Ein Kanton, eine Gemeinde oder mehrere Gemeinden zusammen können gemeinsam eine Zivilschutzorganisation schaffen, indem sie die kantonalen und kommunalen Dienste, welche beauftragt sind, in ausserordentlichen Situationen einzugreifen, als Zivilschutzdienste zusammenzufassen.

Art. 8

Proposition de la commission
Al. 1, 2
Adhérer au projet du Conseil fédéral
Al. 3

Le canton peut obliger les communes à collaborer dans certains domaines ou à regrouper leurs organisations de protection civile.

Proposition Salvioni

Al. 1
Un canton ou une commune ou plusieurs communes ensemble peuvent créer en commun une organisation de protection civile en regroupant sous les services de la protection civile les services cantonaux et communaux chargés d'intervenir dans des situations extraordinaires.

Abs. 1 – Al. 1

Schiesser: Ich nehme an, dass die Stellungnahme von Herrn Coutau sehr kurz ausfallen kann. Herr Salvioni hat mich gebeten, hier eine Bemerkung zu seinem Antrag zu machen und ihn dann zurückzuziehen.

Worum geht es Herrn Salvioni? Er will mit seinem Antrag eine Koordination unter den verschiedenen Diensten erreichen, die in der Botschaft unter Artikel 11 (Seite 27) aufgezählt sind. Es geht ihm darum, diese Koordination nicht nur im operationellen Bereich zu erreichen, sondern auch bei der Vorbereitung und bei der Anschaffung von Material. Herr Bundesrat Koller hat dazu im Eintretensvotum bereits einiges vermerkt. Aufgrund der Gespräche, die geführt worden sind, hat Herr Salvioni eingesehen, dass Artikel 8 nicht der richtige Ort ist, um diesem Ziel zum Durchbruch zu verhelfen. Ein Ansatzpunkt ergäbe sich allenfalls bei Artikel 11, «Zusammenarbeit».

Dort müsste man versuchen, eine entsprechende Formulierung zu finden.

Ich möchte deshalb an den Zweitrat appellieren, diese Frage dort nochmals aufzugreifen, allenfalls eine neue Formulierung zu suchen, mit der gewährleistet werden kann, dass von seiten der Zivilschutzorganisationen alle Türen zur Zusammenarbeit mit den kantonalen und kommunalen Diensten offenstehen. Es wäre ja nicht sinnvoll, wenn auf zwei Gleisen gefahren würde, wenn zweierlei Material angeschafft würde, wovon das eine nur für den einen Zweck, das andere nur für den anderen zur Verfügung stünde. Hier muss eine Koordination erreicht werden, denn erst dann wird man in der Praxis sehen, wie der Zivilschutz akzeptiert ist. Alle Doppelspurigkeiten sind sinnlos und müssen vermieden werden. In diese Richtung geht der Antrag von Herrn Salvioni.

Ich bitte den Zweitrat, diesem Anliegen die nötige Aufmerksamkeit zu schenken. Ich möchte auch an den Bundesrat und an die Verwaltung appellieren, dieses Anliegen aufzunehmen, zu unterstützen und entsprechende Vorschläge zu unterbreiten.

Präsident: Der Antrag Salvioni ist zurückgezogen worden.

Angenommen gemäss Antrag der Kommission
Adopté selon la proposition de la commission

Abs. 2 – Al. 2
Angenommen – Adopté

Abs. 3

M. Coutau, rapporteur: Je voulais simplement expliquer la raison de la modification que la commission a apportée à l'alinéa 3.

A première vue, elle ne vous apparaîtra peut-être que comme purement rédactionnelle. En réalité, elle va un peu plus loin en ce sens que nous avons voulu inverser les termes. Je souligne que «le canton peut obliger les communes à collaborer» parce que nous avons voulu mettre en évidence cette obligation de collaboration, précisément dans le sens où M. Salvioni souhaite que cette collaboration se réalise. C'est seulement en deuxième position qu'on évoque la notion de regroupement des organisations des communes dans certains domaines. C'est dire que nous avons bien voulu inverser cette priorité. Ça n'apparaît pas avec toute l'évidence que M. Salvioni aurait pu souhaiter, mais c'est bien le souci que nous avons voulu marquer dans cette modification.

Bundesrat Koller: Die Anliegen, die Herr Schiesser im Namen von Herrn Salvioni vorgetragen hat, sind vollständig unbestritten. Wir wollen keine Doppelgleisigkeit, beispielsweise bei der Ausrüstung. Gerade hier bringt das Gesetz einen grossen Fortschritt, indem wir den Zivilschutz vom gesamten Brandschutz befreien und damit kein Brandschutzmaterial mehr angeschafft werden muss, wie dies bisher der Fall war. All dies läuft jetzt exklusiv über die Feuerwehr.

Auch das organisatorische Anliegen der optimalen Koordination der verschiedenen Einsatzdienste ist völlig unbestritten. Die Frage ist nur, ob es Sinn macht und möglich ist, das irgendwie gesetzlich zu regeln. Ich habe beispielsweise bei meinem jüngsten Besuch im Wallis festgestellt, dass die zentrale Führung aller einschlägigen Dienste in St. Niklaus schon optimal funktioniert. Rein rechtlich stossen wir jedoch an enge Grenzen.

Stichwort Feuerwehr: Da die Feuerwehr ausschliesslich kantonalen Kompetenz untersteht, können wir nicht via Zivilschutzgesetz in die Organisation der Zusammenarbeit der Feuerwehr mit dem Zivilschutz eingreifen. Aber in den gegenseitigen Absprachen haben wir den angestrebten Konsens erreicht. Wir können im Zweitrat dieses Problem sicher noch einmal vertieft studieren. Aber ob es sinnvoll und überhaupt möglich ist, wegen der unterschiedlichen Kompetenzen einen zusätzlichen Artikel aufzunehmen, muss im Moment offenbleiben.

Angenommen – Adopté

Art. 9–11

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 12

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. Coutau, rapporteur: A l'alinéa 4 de l'article 12, il est précisé une fois encore que «les organisations de protection civile n'ont pas de tâches de combat et ne sont pas armées».

Je ne reviens pas sur les déclarations que M. Koller, conseiller fédéral, a faites tout à l'heure, à propos de cette question qui est controversée, notamment en ce qui concerne la mise à la disposition d'autres organisations d'importance nationale ou régionale des membres de la protection civile. Il y a là une règle importante qui doit être respectée, notamment quant à la mise à la disposition d'organisations de polices locale ou cantonale des membres de la protection civile.

Il est important de conserver aux gens qui participent à la protection civile leur caractère de personnes non armées. Ce sont des conventions internationales qui nous y obligent; c'est aussi dans une certaine mesure une interprétation de notre propre constitution. Il est important que cet alinéa 4 soit maintenu et appliqué, y compris dans le cas des membres de la protection civile qui sont mis à la disposition d'autres corps.

Angenommen – Adopté

Art. 13

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

(die Aenderung betrifft nur den französischen Text)

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 13

Proposition de la commission

Al. 1

....
a. par le Conseil fédéral, lorsqu'il s'agit d'intervenir en Suisse ou à l'étranger, dans des régions frontalières;

b. par le canton, lorsqu'il s'agit d'intervenir sur son territoire, dans d'autres cantons ou à l'étranger, dans une région frontalière;

....

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. Coutau, rapporteur: Il s'agit d'une modification de caractère plus rédactionnel qu'autre chose. Elle concerne le texte français.

Nous avons précisé à l'alinéa premier lettres a et b que les territoires des régions frontalières sont bien à l'étranger. Il y avait une petite ambiguïté qu'il fallait lever. Le texte est ainsi plus précis et nous pouvons l'adopter en toute bonne conscience.

Angenommen – Adopté

Art. 14

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 15*Antrag der Kommission**Abs. 1*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 1bis (neu)

Schutzdienstpflichtige können mit ihrem Einverständnis zivilen Führungsorganen für ausserordentliche Lagen sowie kantonalen und kommunalen Polizeikorps zugewiesen werden.

Abs. 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 15*Proposition de la commission**Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 1bis (nouveau)

Avec leur accord, des personnes astreintes peuvent être affectées à un organe civil de conduite chargé de maîtriser des situations extraordinaires ainsi qu'aux corps de police communaux et cantonaux.

Al. 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Bundesrat **Koller**: Die Kommission schlägt Ihnen in Absatz 1bis erneut diese Möglichkeit der Zuweisung von Schutzdienstpflichtigen zur Verstärkung der «zivilen Führungsorgane für ausserordentliche Lagen sowie kantonalen und kommunalen Polizeikorps» vor. In diesem Zusammenhang ist es wichtig festzuhalten, dass diese Zugewiesenen vollständig in den Rechten und Pflichten von Zivilschutzdienstpflichtigen bleiben; d. h., dass sich sowohl der Einsatz wie auch die Entlohnung, die Entschädigung nach den gesetzlichen Regeln des Zivilschutzes richten und nicht nach dem Recht der Organisation, der jemand zugewiesen wurde. Das soll zur Klarheit in den Materialien festgehalten sein.

*Angenommen – Adopté***Art. 16–23***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 24***Antrag der Kommission*

....

b. Artikel 15 Absatz 1 von der

Art. 24*Proposition de la commission*

....

b. l'article 15 alinéa premier.

M. **Coutau**, rapporteur: Vous voyez que nous avons apporté une modification à l'article 24 lettre b.

Il s'agit simplement de la conséquence de la modification que nous avons apportée à l'article 15. C'est donc purement un ajustement à une modification antérieure.

*Angenommen – Adopté***Art. 25–27***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 28***Antrag der Kommission**Abs. 1*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

.... Hilfeleistung verpflichtet werden. (Rest des Absatzes streichen)

Abs. 3 (neu)

Wer beim Einsatz einer Zivilschutzorganisation Hilfe leistet, ist nach dem Bundesgesetz vom 19. Juni 1992 über die Militärversicherung versichert.

Art. 28*Proposition de la commission**Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

.... de fournir de l'aide. (Biffer le reste de l'alinéa)

Al. 3 (nouveau)

Quiconque fournit de l'aide lors de l'intervention d'une organisation de protection civile est assuré conformément à la loi du 19 juin 1992 sur l'assurance militaire.

M. **Coutau**, rapporteur: C'est une modification de caractère rédactionnel à l'alinéa 2.

Nous avons biffé le reste de l'alinéa 2 qui traitait des questions d'assurance. Le reste est devenu un alinéa indépendant: l'alinéa 3 (nouveau). Je crois que c'est plus clair ainsi, systématiquement, dans la présentation de la loi.

*Angenommen – Adopté***Art. 29–33***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 34***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Coutau**, rapporteur: J'aimerais simplement attirer votre attention sur l'article 34. Il s'agit des cours d'introduction.

Nous avons ainsi, avec cette version, une très grande flexibilité. Vous voyez que les personnes qui sont incorporées dans une organisation de protection civile effectuent en principe un cours d'introduction de cinq jours au plus. Cette adjonction de «en principe» veut tenir compte des compétences antérieures dont les membres de la protection civile peuvent faire preuve. Par conséquent, ils peuvent bénéficier d'un cours d'introduction réduit, voire de la suppression totale de leur cours d'introduction. C'est une souplesse importante qui a été apportée par rapport à la situation actuelle.

*Angenommen – Adopté***Art. 35–47***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Art. 48***Antrag der Kommission**Abs. 1*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Der Bund beschafft das notwendigerweise standardisierte Material.

Abs. 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 48*Proposition de la commission**Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Elle acquiert le matériel nécessairement standardisé.

Al. 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Coutau**, rapporteur: A l'article 48 alinéa 2, nous avons biffé le terme «en règle générale», car nous voulons impérativement que la Confédération acquière le matériel qui est standardisé. Nous ne voulons pas consentir d'exceptions à cet égard. Il y a là une certaine systématique et nous avons ainsi allégé le texte.

Angenommen – Adopté

Art. 49*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 50*Antrag der Kommission**Abs. 1*

Die Gemeinde bestellt über den Kanton das Material für ihre

Abs. 2

Sie beschafft das übrige Material für ihre Zivilschutzorganisation. (Rest des Absatzes streichen)

Abs. 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 50*Proposition de la commission**Al. 1*

La commune commande, par l'intermédiaire du canton, le matériel

Al. 2

Elle acquiert le solde du matériel nécessaire à son organisation de protection civile. (Biffer le reste de l'alinéa)

Al. 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

M. **Coutau**, rapporteur: Il s'agit des acquisitions de matériel par la commune. A l'article 50 alinéa premier, nous avons remplacé les mots «par la voie de service» par le terme «par l'intermédiaire du canton». C'est vraiment la voie de service normale. Il fallait que les cantons soient cités d'une façon tout à fait expresse dans cette disposition.

A l'article 50 alinéa 2, on a biffé une disposition qui ne semblait pas nécessaire. Cette décision n'a pas été contestée.

Angenommen – Adopté

Art. 51*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 52*Antrag der Kommission**Abs. 1*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2

Der Bundesrat regelt das Nähere. Er kann zur Erreichung eines ausgewogenen

Abs. 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 52*Proposition de la commission**Al. 1*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Le Conseil fédéral règle les détails. Afin d'harmoniser

Al. 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 53, 54*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 55*Antrag der Kommission**Abs. 1**Mehrheit*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Minderheit

(Küchler, Schmid Carlo, Schüle, Ziegler Oswald)

....

a. 30–40 Prozent der Kosten der Ausbildungsdienste; (Rest des Buchstabens streichen)

b. durch den Bund sowie der Kosten des Aufgebots zur Katastrophen- und Nothilfe durch Kantone und Gemeinden;

....

Abs. 2–6

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 55*Proposition de la commission**Al. 1**Majorité*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Minorité

(Küchler, Schmid Carlo, Schüle, Ziegler Oswald)

....

a. 30 à 40 pour cent des frais relatifs aux services d'instruction; (Biffer le reste de la lettre)

b. par la Confédération ainsi que des frais liés à la mise sur pied de la protection civile ordonnée par les cantons et les communes pour fournir de l'aide en cas de catastrophe et dans d'autres situations extraordinaires;

....

Al. 2–6

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Abs. 1 – Al. 1

Küchler, Sprecher der Minderheit: Beim Antrag der Minderheit handelt es sich um eine Vereinheitlichung der Beitragshöhe bei Katastrophen- und Nothilfe, ungeachtet ob Bund, Kanton oder Gemeinden Zivilschutzorganisationen zur Hilfeleistung aufbieten. Die Kommissionsminderheit kann hierfür folgende vier Hauptargumente ins Feld führen:

1. Es ist eines der Hauptziele der Gesetzesrevision – wie wir heute morgen immer wieder gehört haben –, die Gleichwertigkeit der Katastrophen- und Nothilfe, d. h. ihre Gleichstellung mit dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen bewaffneter Konflikte, gesetzlich zu verankern.

Diese Gleichstellung darf sich jedoch nicht bloss in rein deklaratorischen Erklärungen niederschlagen, sondern mit dieser Gleichwertigkeit ist folgerichtig auch bei der Festsetzung der Beitragssätze beim Aufgebot der Zivilschutzformationen Ernst

zu machen. Gemäss Vorschlag des Bundesrates ist dies aber nicht der Fall.

2. Aus der gedruckten Botschaft (Seite 46) ist auch ersichtlich, dass sich die Kosten für den Zivilschutz in den letzten Jahren immer weiter vom Bund weg auf die Kantone, auf die Gemeinden, auf die Privaten verlagert haben. So betrugen in den Jahren 1970 bis 1981 die Kosten für die Kantone und Gemeinden noch 43 Prozent. In den Jahren 1982 bis 1990 betrug der Kostenanteil für die Gemeinden und Kantone bereits 50 Prozent. Die Tendenz ist gemäss Revision des Zivilschutzgesetzes offensichtlich steigend. Auch aus diesem Grunde wäre also wenigstens in Katastrophenfällen eine stärkere Solidarität des Bundes mit den Gemeinden und Kantonen angezeigt.

3. Im breitangelegten Vernehmlassungsverfahren haben nicht weniger als 17 Kantone und 3 grosse Organisationen, nämlich die Schweizerische Konferenz der kantonalen Zivilschutzdirektoren, der Schweizerische Zivilschutzverband und die Zivilschutzdirektoren-Konferenz der Westschweiz klipp und klar erklärt, dass sich ein niedrigerer Beitragssatz bei einem Aufgebot von Luftschutzorganisationen durch die Gemeinden und Kantone gegenüber einem formellen Aufgebot durch den Bund durch nichts, aber auch durch gar nichts rechtfertigen lasse.

4. Beim Beitragssatz, der hier zur Diskussion steht, geht es nicht um feste, regelmässige, jährlich wiederkehrende Ausgaben, sondern vielmehr um Beiträge, die hoffentlich überhaupt nie oder dann nur im Einzelfall, eben im Katastrophenfall, eintreten. Hier aber zählen wir seitens der Kantone, seitens der Gemeinden wirklich auf die volle Solidarität des Bundes. Wir zählen auf einen gleichen Beitragssatz, ungeachtet der Tatsache, ob in diesen Fällen vom Bund oder von den Gemeinden aufgeboten wurde.

Gerade in der unterschiedlichen Beitragsabstufung verbirgt sich meines Erachtens die grosse Gefahr, dass sich die Gemeinden eventuell scheuen könnten, aus Angst vor finanziellen Konsequenzen rechtzeitig Formationen aufzubieten. Das könnte sich in Fragen des Ueberlebens eventuell verheerend auswirken.

Aus all diesen Gründen möchte ich Sie ersuchen, der Kommission minderheit zuzustimmen.

M. Coutau, rapporteur: Le raisonnement que vient de tenir le porte-parole de la minorité n'a pas obtenu de succès devant la commission parce que l'analogie faite entre les deux interventions n'est pas valable. En réalité, la Confédération met bien sur le même pied, du point de vue des indemnisations et des subventions, les interventions en cas de conflits et les interventions en cas de catastrophes. Simplement, elle fait une différence selon qui commande ces interventions. Dans certains cas, ce sont les cantons et les communes qui prennent la responsabilité de mettre sur pied une organisation de protection civile, et il est normal que dès lors ils reçoivent une subvention de la Confédération qui soit réduite par rapport à une mise sur pied qui serait commandée par la Confédération, qu'il s'agisse d'une mise sur pied en cas de conflits armés ou qu'il s'agisse d'une mise sur pied en cas de catastrophes.

La différence réside dans le principe «qui paie commande». A partir du moment où les communes, voire les cantons, décident d'une mise sur pied de la protection civile, il faut qu'ils sachent qu'ils ont une responsabilité supérieure par rapport au cas où c'est la Confédération qui juge nécessaire de mettre effectivement sur pied cette protection civile.

Bien entendu, il ne faut pas s'étonner que, lors de la procédure de consultation, 17 cantons aient demandé l'égalité des subventions dans les deux cas. On peut s'étonner en revanche qu'il n'y ait pas eu 26 cantons à la demander! On peut par conséquent imaginer que les cantons et les communes aient, à l'égard de la Confédération, la main généreusement tendue non pas pour donner, mais pour recevoir.

En ce qui concerne l'évolution des charges respectives de la Confédération, des cantons et des communes par rapport à la protection civile au cours de ces dernières années, M. Küchler a raison: la tendance a été de diminuer quelque peu la part de la Confédération pour voir la part soit des propriétaires soit des communes et des cantons augmenter. Personnellement, j'ai

l'impression qu'avec la nouvelle loi cette tendance va s'inverser et que nous allons retrouver un équilibre meilleur entre cantons, communes et Confédération en matière de charge financière liée à la protection civile.

C'est la raison pour laquelle je vous invite à suivre la majorité de la commission.

Bühler Robert: Zwei Vorbemerkungen:

1. Der Präsident des Schweizerischen Zivilschutzverbandes SZSV ist gescheitert geworden.

2. Dieser Präsident hat die Budgetberatung hier miterlebt. Wir wollen das Prinzip der Gleichwertigkeit hochhalten. Der Einsatz in Katastrophengebieten ist Ausbildungsdienst. Statt dass die Pflichtigen zu einer Übung einrücken und die Ausbildungszeit absolvieren, leisten sie ihre Pflicht im Einsatzgebiet. Hier ging ich – als der SZSV bei der Vernehmlassung einen anderen Satz befürwortete – davon aus, dass dieser Einsatz ein ausserordentlicher Einsatz sei; dem ist eben nicht so. Deshalb ist es gerechtfertigt, beim Satz von 30 bis 40 Prozent zu bleiben. Das zum Materiellen.

Ich habe die Budgetdebatte erlebt. Beim erstmöglichen Beispiel wollen wir gleich wieder aufstocken, was uns der Bundesrat vorschlägt. So kann es nicht weitergehen. Deshalb bitte ich Sie eindringlich, schon von der Sache, aber auch von der finanziellen Seite her, hier nicht wieder etwas anderes zu beschliessen.

Schoch: Herr Bühler Robert macht mich jetzt ein bisschen unsicher, wenn er aussagt, er sei gescheitert geworden. Herr Bühler figuriert nämlich nicht bei der Minderheit, und wenn er formuliert, er sei gescheitert geworden, könnte daraus der Schluss gezogen werden, er habe die Front gewechselt. Offenbar ist das aber nicht der Fall.

Gestatten Sie mir als Kommissionspräsident noch zwei Bemerkungen zur Ergänzung dessen, was Herr Coutau in französischer Sprache absolut perfekt, richtig und umfassend formuliert hat, damit es auch auf deutsch gesagt worden ist.

In Litera a und b von Artikel 55 Absatz 1 werden die Beiträge geregelt, die der Bund an die Kosten der Ausbildung einerseits und an jene im Falle von Katastrophen und bei Nothilfe andererseits leistet. Gemäss Vorlage des Bundesrates sind sowohl für die Ausbildung wie auch für Einsätze in Katastrophen- und Nothilfefällen Beiträge von 30 bis 40 Prozent vorgesehen.

Die Minderheit möchte jetzt für Katastrophen- und Nothilfeinsätze Beiträge in der Höhe von 55 bis 65 Prozent, d. h. mehr Geld vom Bund. Das ist aus finanziellen Überlegungen falsch, weil wir so wieder gegen das agieren, was wir in den letzten beiden Tagen immer wieder beschworen haben; es ist aber auch deshalb falsch – da spielt dann die Einheitlichkeit der Entschädigung keine Rolle mehr –, weil es im Gesetzestext heisst, dass für das Aufgebot zur Katastrophen- und Nothilfe die Kantone und Gemeinden zuständig seien. Das würde also bedeuten, dass die Kantone und Gemeinden 55 bis 65 Prozent der Beiträge des Bundes auslösen könnten, mit einem Aufgebot, das sie selbst bestimmen können, dass sie selbst in der Hand haben.

Das kann sich der Bund, für den wir hier zu entscheiden haben, nicht bieten lassen! Wenn der Bund schon Beiträge in der Grössenordnung von 55 bis 65 Prozent bezahlen müsste, dann müsste er auch Gelegenheit haben, bei der Frage mitzuwirken, ob aufgeboten werden soll oder nicht. Diese Möglichkeit steht ihm gemäss der bundesrätlichen Vorlage, der sich die Mehrheit der Kommission angeschlossen hat, zu. Er hätte die Möglichkeit aber nicht, wenn es nach der Vorstellung der Minderheit ginge.

Vor allem aus diesem Grund meine ich, dass man sich der Minderheit nicht anschliessen darf, und bitte ich Sie, der Mehrheit der Kommission zuzustimmen.

Bühler Robert: Ich möchte das Missverständnis ausräumen: Herr Küchler hat den Schweizerischen Zivilschutzverband erwähnt und gesagt, dass dieser im Vernehmlassungsverfahren auch einen anderen Ansatz verlangt hat. Ich sagte dann, als

Präsident des Zivilschutzverbandes sei ich gescheiter geworden, weil ich inzwischen gemerkt hätte, um was es effektiv ging.

Ziegler Oswald: Ich muss meine Sparbereitschaft nicht eigens darlegen. Ich habe das während der Budgetberatungen sowohl in der Kommission als auch hier im Plenum zur Genüge getan. Ich finde es unverständlich, dass man in einer solchen Situation, wo erstens jeder hofft, dass sie nicht eintreten wird, wo zweitens ganz kleine Differenzen bestehen, und wo drittens die Kosten nie ins Ungeheure gehen können, die Budgetberatungen bemüht werden.

Ich meine, man widerspricht sich selber. Es gibt Leute, die die andern unterstützen, aber Angst haben, dass man dann Ausbildungsdienst macht, obwohl es eigentlich Katastrophenhilfe oder Nothilfe wäre, und dass man die Kosten über diese Abrechnung laufen lässt. Auf der anderen Seite hat man Angst, dass man viel zu oft aufbieten würde, dass die Gemeinden aufbieten würden und der Bund bezahlen müsste. Primär müssen Gemeinden und Kantone bezahlen. Es besteht absolut keine Gefahr, dass einfach angeboten wird um des Aufgebotes willen, sondern man wird nur aufbieten, weil man in einer Notlage ist und aufbieten muss. An diese Notlage von vornherein solidarisch einen Beitrag zu leisten, wäre über diese Beitragsbestimmung möglich.

Bundesrat Koller: Ich empfehle Ihnen, den Antrag der Minderheit abzulehnen.

Zunächst einmal bestehen verfassungsrechtliche Bedenken. Die Bewältigung von zivilen Katastrophen ist aufgrund von Artikel 3 der Bundesverfassung primär Sache der Kantone und nicht des Bundes. Deshalb bestehen schon rechtliche Bedenken, wenn wir eine Aufgabe, die eine Kantonsaufgabe ist, mit Sätzen von 55 bis 65 Prozent, also weit über die Hälfte, subventionieren würden.

Die zweite Überlegung gegen den Minderheitsantrag ist jene, die bereits genannt wurde. Ist eine zivile Katastrophe nur lokaler oder regionaler Natur, dann wird der Zivilschutz weitestgehend und in eigenem Interesse diese Aufgabenbewältigung im Rahmen der Ausbildungstätigkeit erfüllen können. Das neue Gesetz gibt uns diesbezüglich mehr Flexibilität, in der Weise, dass die Zivilschutzpflichtigen bis zu 10 Tage an einem Stück aufgebieten werden können. Gerade im Walliser Fall – Herr Ziegler Oswald – habe ich feststellen können, dass auch die föderalistische Zusammenarbeit sehr gut klappt. Alle diese Zivilschutzformationen der Kantone haben natürlich alles Interesse daran, dass sie in einem konkreten Schadenfall wirklich im Masstab 1 zu 1 üben können. Deshalb haben Kantone wie Genf, Basel und viele andere ihre Zivilschutzformationen sofort ins Wallis beordert, damit sie diese neue Hauptaufgabe im Rahmen eines Ausbildungsdienstes entsprechend lernen und realisieren können.

Darum haben wir diese Gleichstellung im Bereiche der Entschädigung der Ausbildungsdienste und der Katastrophenhilfe beschlossen. Würde man diese Gleichstellung nicht vornehmen, bestände in jedem konkreten Fall eine Abgrenzungsfrage, ob es sich um einen Ausbildungsdienst, der bis zu 10 Tage gehen kann, handle oder um einen Katastrophen- und Nothilfeinsatz aufgrund eines kantonalen Aufgebotes. Das würde auch in meinen Diensten regelmässig zu einem administrativen Mehraufwand führen. Um Missbräuche zu vermeiden, müssten wir in jedem konkreten Fall abklären, ob es sich hier wirklich nicht um einen Ausbildungsdienst handle, sondern um einen Katastropheneinsatz. Damit würden wir die Vorteile, die wir mit der Pauschalierung im Rahmen der Abrechnungen der Ausbildungsdienste erreicht haben, administrativ wieder in Frage stellen. Ist das Schadenereignis dagegen so gross, dass ein überkantonaler Einsatz unbedingt nötig ist, dann wird der Bundesrat aufbieten, dann gelten auch die höheren Entschädigungssätze.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit 20 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit 4 Stimmen

Abs. 2–6 – Al. 2–6

Angenommen – Adopté

Art. 56

Antrag der Kommission

Abs. 1

Der Kanton trägt die nicht durch Bundesbeiträge gedeckten Kosten, die ihm bei der Durchführung

Abs. 2

Streichen

Abs. 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

(die Aenderung betrifft nur den französischen Text)

Art. 56

Proposition de la commission

Al. 1

Le canton supporte les frais d'exécution et d'administration de ses tâches en matière de protection civile, pour autant que ces frais ne soient pas couverts par les subventions fédérales.

Al. 2

Biffer

Al. 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 4

Le droit cantonal fixe les subventions que le canton verse aux communes.

Angenommen – Adopté

Art. 57

Antrag der Kommission

Abs. 1

Die Gemeinde trägt die nicht durch Bundes- oder Kantonsbeiträge gedeckten Kosten, die ihr bei der Durchführung

Abs. 2

Streichen

Abs. 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 57

Proposition de la commission

Al. 1

La commune supporte les frais d'exécution et d'administration de ses tâches en matière de protection civile, pour autant que ces frais ne soient pas couverts par les subventions fédérales ou cantonales.

Al. 2

Biffer

Al. 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 58–72

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

24 Stimmen
(Einstimmigkeit)

B. Bundesgesetz über die baulichen Massnahmen im Zivilschutz
B. Loi fédérale sur les constructions de protection civile

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1

Mehrheit

In den Gemeinden sind

Minderheit

(Ziegler Oswald, Küchler)

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 2 (neu)

Die Kantone können die Gemeinden teilweise von der Baupflicht befreien, wenn Bedeutung und Lage der Gemeinde eine solche Ausnahme rechtfertigen.

Antrag Bisig

Abs. 1

In den Gemeinden sind die zum Schutz von 90 oder auf Beschluss des Bundesrates 80 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung notwendigen Bauten zu erstellen und zu unterhalten.

Art. 1

Proposition de la commission

Al. 1

Majorité

Les constructions dans les communes.

Minorité

(Ziegler Oswald, Küchler)

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2 (nouveau)

Les cantons peuvent décider que les constructions ne sont que partiellement obligatoires dans une commune, lorsque son importance et sa situation justifient une exception.

Proposition Bisig

Al. 1

Les constructions nécessaires à la protection de 90 pour cent ou, sur décision du Conseil fédéral, de 80 pour cent de la population résidente permanente doivent être réalisées et entretenues dans toutes les communes.

M. Coutau, rapporteur: Il s'agit, à l'article premier alinéa 2, de reprendre une disposition qui existe dans la loi actuelle et que le projet du Conseil fédéral proposait de biffer.

En réalité, il s'agit de la possibilité, pour les cantons, de «décider que des constructions ne sont que partiellement obligatoires dans une commune, lorsque son importance et sa situation justifient une exception». C'est donc là une soupape de sécurité, si l'on peut dire, par rapport à ce que nous avons pu constater dans certaines communes comme une pléthore de constructions de protection civile. En effet, certaines communes ont construit de façon disproportionnée, notamment dans des stations de villégiature, et nous estimons que le maintien de cette disposition, même si elle n'a pas été utilisée au cours de ces dernières années, est une possibilité d'assouplir et d'éviter des surcharges.

Par conséquent, nous vous invitons à adopter l'alinéa 2.

Ziegler Oswald, Sprecher der Minderheit: Der Antrag der Minderheit berührt nur Absatz 1. Bei Absatz 1 geht es lediglich

darum, dass der Bundesrat «in allen Gemeinden» sagt – die Minderheit möchte das auch so festhalten: «in allen Gemeinden» –, während die Mehrheit der Kommission «in den Gemeinden» sagt. Was der Unterschied genau ist, weiss ich nicht, wahrscheinlich hat es einen Zusammenhang mit Absatz 2. Wenn Absatz 1 mit Absatz 2 in Verbindung gebracht wird, ist natürlich klar, dass Ausnahmen möglich sind und dass der Kanton die Ausnahmen bestimmen kann. Primär geht es aber um die Formulierung «in allen Gemeinden» oder «in den Gemeinden».

Bisig: Ziel und Zweck des Zivilschutzes sind für mich völlig unbestritten. Vor allem die Neuorientierung im nun revidierten Zivilschutzgesetz, die Gleichstellung der Katastrophen- und Nothilfe mit dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen bewaffneter Konflikte entspricht absolut meinen Vorstellungen von einer zeitgemässen Aufgabendefinition und von einer glaubwürdigen und verantwortungsbewussten Vorgehensweise.

Aus dieser Sicht ist es für mich gegeben, dass der Bevölkerung im Bedarfsfall genügend Schutzplätze zur Verfügung stehen müssen. Es stellt sich aber die Frage, wieviel genügend ist, wie viele Schutzplätze im schlimmsten Falle benötigt werden. Die Schutzraumproduktion ist extrem kostenintensiv. Eine zurückhaltende, vorsichtige Bedarfsermittlung ist allein schon aus volkswirtschaftlichen Gründen zwingend. Wenn für jeden Einwohner in seinem Wohnbereich ein Schutzplatz gefordert wird, übersieht man, dass es nie vorkommt, dass sich alle Einwohner gleichzeitig am Wohnort aufhalten.

In der Botschaft stellt der Bundesrat fest, dass ein unverändertes Weiterführen der Schutzplatzproduktion im bisherigen Umfang nicht mehr nötig sei, da bereits eine grosse Anzahl von Schutzplätzen gesamtschweizerisch vorhanden ist. Zusätzlich sei der Bedarf an Schutzplätzen pro Wohneinheit aufgrund der geänderten Wohn- und Lebensgewohnheiten, insbesondere bei grösseren Wohnbauten, gesunken, da immer weniger Leute zusammen einen Haushalt bilden bzw. pro Person durchschnittlich immer grössere Wohneinheiten beansprucht werden. Bei öffentlichen Schutzräumen gibt es sich sogar mit einem Deckungsgrad von 90 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung zufrieden, und dies erst noch mit der Option einer möglichen Senkung auf 80 Prozent.

Im Zivilschutzleitbild vom 26. Februar 1992 wird auch unmissverständlich festgehalten, dass bei einem gedeckten Schutzplatzbedarf die Bauherrschaft von der Schutzraumbaupflicht befreit werden kann, wobei in diesem Fall ein Ersatzbeitrag zu leisten sei, der für Zivilschutzzwecke verwendet wird.

Nun will der Bundesrat von diesem geradlinigen und übersichtlichen Weg abweichen, weil er um die längerfristige Sicherstellung des Bevölkerungsschutzes fürchtet. Er begründet diesen Meinungsumschwung mit einem jährlichen Ersatzbedarf von rund 140 000 Schutzplätzen infolge einer durchschnittlichen Lebensdauer der Schutzräume von 50 Jahren. Diese Feststellung hält einer genaueren Überprüfung nicht stand. Die neueren Anlagen sind praktisch unverwundlich und verfügen über die erforderliche technische Infrastruktur. Eventuell vorkommende Mängel müssen nicht mit unverhältnismässig teuren Ersatzbauten, sondern mit einem verbesserten Unterhalt und, wo nötig, mit einem Ersatz der Einrichtungen behoben werden. Alles andere wäre volkswirtschaftlich nicht zu verantworten.

Im Vernehmlassungsverfahren wurde verschiedentlich darauf hingewiesen, dass vom helvetischen Perfektionismus, namentlich im baulichen Bereich, Abschied zu nehmen sei. Als zu perfektionistisch wurde auch der Grundsatz beurteilt, wonach jedem Einwohner in seinem Wohnbereich ein Schutzplatz anzubieten sei. Anzustreben sei ein Bestand von 90 Prozent der Wohnbevölkerung. Dieser Forderung kommt der Bundesrat auch entgegen, aber unverständlicherweise nur dann, wenn mittels öffentlichen Schutzräumen ein vorhandenes Schutzplatzdefizit abgedeckt werden muss. Aus meiner Sicht gibt es keinen Grund, bei subventionierten Schutzräumen einen anderen Deckungsgrad anzusetzen als bei privat finanzierten, es sei denn, man vertrete die Meinung, dass Sparen allein ein Bedürfnis der öffentlichen Hand sei.

Es macht wohl wenig Sinn, wenn in Agglomerationsgemeinden oder Ferienorten, die bereits heute weit über 100 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung in Schutzräumen schützen können, unbeirrt weiterhin Schutzplätze erstellt werden. Die frei werdenden Mittel könnten intelligenter eingesetzt werden, sei es für weitere Zivilschutzmassnahmen oder für die Ausrüstung und den Unterhalt der vorhandenen Schutzräume. Gerade die Wachstumsgemeinden haben enorme Infrastrukturaufgaben zu erfüllen. Sie würden es sicher zu schätzen wissen, wenn sie von den Ausgaben im Bereich des Zivilschutzes entlastet würden.

Mit meinem Antrag zu Artikel 1 Absatz 1 wird der im Vernehmlassungsverfahren gestellten Forderung nach einer bescheidenen Reduktion des Deckungsgrades nachgelebt und dem Missstand des teilweise ungenügenden Unterhalts der Schutzräume begegnet. Dem Zweck der Zivilschutzgesetzgebung, dem Schutz der Bevölkerung vor den Auswirkungen von Katastrophen, Notlagen und bewaffneten Konflikten und der Bewältigung von solchen Ereignissen wird damit sicher genügend entsprochen. Von entscheidender Bedeutung ist aber die volkswirtschaftliche Auswirkung, sei dies nun im Sinne einer Entlastung der öffentlichen Haushalte oder Privater und damit letztlich auch ein Beitrag zur Verbilligung der Wohnkosten. Bei einer Reduktion von fast 600 000 Schutzplätzen – das ist die Zahl, von der ich spreche – resultiert ein zur Verfügung stehender Betrag von annähernd einer halben Milliarde Franken. Ich weiss nicht, ob man sich dieser grossen Zahl bewusst ist.

Der Antrag zum Artikel 2 Absatz 2 erfüllt die wohl kaum bestrittene Forderung, dass keine Schutzplätze auf Vorrat gebaut werden sollen, dies durchaus unter Berücksichtigung einer längerfristigen Sicherstellung des Bevölkerungsschutzes. Die Fassungen von Bundesrat und Kommission vermeiden eine Antwort auf die Frage, was passieren soll, wenn der Schutzplatzbedarf gedeckt ist. Die Kantone und vor allem die Gemeinden sind zweifellos am besten in der Lage, ihre Verhältnisse situationsgerecht und verantwortungsbewusst zu beurteilen. Durch die Ersatzbeiträge ist die Gleichbehandlung aller Hauseigentümer ja garantiert.

Immerhin muss in diesem Zusammenhang festgestellt werden, dass bei der Einführung der Schutzraumbaupflicht auch Ungleichheiten zwischen Neu- und Altbaubesitzern geschaffen wurden. Eines Tages wird es sich einmal nicht rechtfertigen lassen, Ersatzbeiträge zu fordern. Uebrigens möchte ich feststellen, dass meine beiden Anträge auf den Mehrheitsanträgen der Kommission basieren.

Ich bitte Sie aus Gründen der volkswirtschaftlichen Verantwortung und der Entlastung der öffentlichen Haushalte, meinen beiden Anträgen zuzustimmen.

Rhyner: Ich werde dem Antrag Bisig zustimmen, es sei denn, der Herr Bundesrat könne eine Frage in befriedigendem Sinne beantworten:

In allen Gemeinden sind die zum Schutz der Bevölkerung notwendigen Bauten zu erstellen. Es gibt viele Gemeinden, vor allem relativ kleine Gemeinden, die in den letzten Jahren eine recht grosse Bautätigkeit aufzuweisen hatten und nun einen Schutzraumbestand von über 120 Prozent der Wohnbevölkerung aufweisen.

In diesem Zusammenhang muss doch im Sinne der effizienten Mitteleinsätze entsprechend dem Antrag Bisig ein Weg gefunden werden!

Bühler Robert: Ein gewisses Verständnis für den Antrag Bisig habe ich.

Wir wollen keine Ueberproduktion von Schutzplätzen haben. Aber die Formulierung könnte missverstanden werden, nämlich so, dass wir nur noch für 90 Prozent der Bevölkerung Schutzräume schaffen und für 10 Prozent nicht mehr. Denn jene, die nicht zu Hause sind, sind irgendwo anders. Wären dort auch nur 90 Prozent Schutzräume vorhanden, würde es im ganzen nicht ausreichen.

Sicher ist also die Formulierung unglücklich. Heute kann ich dem nicht zustimmen. Wenn dieser Antrag trotzdem erheblich

erklärt würde, müsste man im Zweitrat eine andere Formulierung vornehmen.

Im Moment bin ich also dagegen.

M. Coutau, rapporteur: Juste une brève prise de position à l'égard de la proposition Bisig. Elle n'a pas été présentée en commission. Par conséquent, je ne peux pas m'exprimer au nom de la commission.

La proposition Bisig est une modification fondamentale de l'objectif même de la construction d'abris, alors que l'objectif, par rapport à la loi qui nous est présentée, reste le même dans l'esprit du Conseil fédéral et dans celui de la commission, c'est-à-dire qu'il s'agit de couvrir et d'abriter la totalité de la population. Les modifications que nous avons apportées dans la loi sur les abris sont des modifications tout à fait ponctuelles, des assouplissements précis, mais en aucun cas une modification de l'objectif général de l'équipement du pays en places protégées. Nous avons, avec la majorité de la commission, ajouté cet alinéa 2 pour donner une souplesse dans certaines communes. En revanche, nous pensons qu'accepter la proposition Bisig, c'est aller à l'encontre de l'objectif fondamental qui a toujours été admis dans la loi sur la protection civile.

Je vous recommande, par conséquent, à titre personnel, de vous y opposer.

Bisig: Ich muss natürlich Herrn Bühler Robert eine Antwort geben. Ich möchte festhalten, dass beide Anträge zusammengehören. Wenn in Artikel 2 von einem gedeckten Schutzplatzbedarf gesprochen wird, muss definiert werden, was darunter zu verstehen ist. Es geht um 90 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung – nur damit man den Zusammenhang sieht.

Ich spreche nicht einfach aus dem Blauen; ich war sieben Jahre lang Ortschef einer Zivilschutzorganisation. Wir sind dieser Problematik im Detail nachgegangen und haben in keinem einzigen Fall mehr als 90 Prozent der ständigen Wohnbevölkerung berechnet. Ich sage Ihnen, wo die restlichen 10 Prozent sind: Dass sie an einem anderen Ort arbeiten oder irgendwo Wochenaufenthalter sind, wie Herr Bühler erklärt hat, ändert an der Festlegung der ständigen Wohnbevölkerung nichts, denn sie haben die Plätze nicht automatisch dort, wo sie arbeiten. Wir sprechen neu von Wohnbevölkerung, das ist ein wesentlicher Unterschied. Mir geht es um Schutzplätze für die Bevölkerung, die wirklich erreichbar ist.

Ich sage Ihnen, wo die Schwergewichte liegen.

1. Bei bewaffneten Konflikten sind viele Leute im Militärdienst, auch bei einer Teilmobilmachung. Dann ist eine grössere Gruppe dieser angesprochenen Leute im Zivilschutz selber tätig und in den eigenen Anlagen untergebracht. Sie wissen, wie viele Anlagen heute schon zur Verfügung stehen, wie viele Schutzplätze dort enthalten sind.

2. Der grösste Teil, vor allem in Pendlergemeinden, entfällt auf die Leute, die ausserhalb der Wohngemeinde arbeiten, also auf Wochenaufenthalter.

Die Summe ergibt in jedem Fall im Durchschnitt mehr als die 10 Prozent, die ich jetzt verlange.

Es kommt dazu, dass im Katastrophenfall eine bescheidene Ueberbelegung zumutbar ist. Ob Sie jetzt 0,95 Quadratmeter pro Person einsetzen oder 1,0 Quadratmeter, das spürt die einzelne Person nun wirklich nicht. Mit diesem bescheidenen Risiko lässt sich leben.

Unter dem Strich ist für jeden Schweizer Bürger ein Schutzplatz, auch bei meiner Version, vorhanden – aber wir sparen 500 Millionen Franken. Das ist mir eine Ueberlegung wert.

Bundesrat Koller: Zunächst einmal das Verhältnis von Mehrheit und Minderheit. Ich kann ohne weiteres der Kombination, wie sie von der Minderheit vorgeschlagen wird, zustimmen. Das heisst, dass es in Absatz 1 «in allen Gemeinden» heisst, im Unterschied zur Mehrheit, die nur von «den Gemeinden» spricht, aber verbunden mit Absatz 2, der aus dem geltenden Recht kommt. Es ist sehr wichtig, dass wir hier nicht falsche Signale geben.

Es scheint mir wichtig, dass wir grundsätzlich an der Baupflicht in allen Gemeinden festhalten, dass wir aber Absatz 2 beibehalten und darin – um eine solche Ueberproduktion, wie

sie Herr Rhyner geschildert hat, zu vermeiden – ausdrücklich festhalten, dass teilweise von der Baupflicht befreit werden kann, wenn die Voraussetzungen gegeben sind. Das ist das erste Signal, das wir nicht falsch geben sollten. In diesem Sinne bin ich bereit, den Absatz 2 gemäss Mehrheitsantrag zusätzlich aufzunehmen.

Schwieriger ist die Bereinigung des Antrags Bisig. Ich befürchte, dass wir mit dieser Formulierung ein falsches Signal geben würden. Wir würden damit den Eindruck erwecken, dass wir vom bisherigen bewährten Prinzip «für jeden Mann und jede Frau einen Schutzraum» abkommen würden. Das wäre die öffentliche Wahrnehmung Ihres Antrages. Das wäre für den Zivilschutz und seine Zukunft fatal. Ich bin der Meinung, dass auch aus Gründen der Chancengleichheit für alle Bürger an diesem Grundprinzip festgehalten werden muss.

Im übrigen erleben wir in jedem Konfliktfall – wir haben es das letzte Mal beim Irak-Konflikt erlebt –, dass unsere Zivilschutzstellen von den Leuten überrannt werden. Sobald ein Konfliktfall entsteht, will jeder Mann und jede Frau wissen, wo ihr Schutzraum ist, und jeder Mann und jede Frau will die Gasmaske, die Jodtablette und alle diese Dinge. Auch diesbezüglich wäre es ein falsches Signal, wenn wir ins Gesetz schreiben würden, wir möchten nur noch Schutzräume für 80 oder 90 Prozent der Wohnbevölkerung.

Dagegen nehmen wir Ihr Anliegen und auch das Anliegen von Herrn Rhyner sehr ernst, dass es nicht zu einer Ueberproduktion kommen darf. Wir haben festgestellt, dass das in einzelnen Gemeinden tatsächlich der Fall war. Aber ich bin gerne bereit, Herr Bisig, sofern Sie noch nicht Gelegenheit hatten, Ihnen die Ausführungsverordnung zu zeigen, wo wir die Schutzraumproduktion im Rahmen dieses allgemeinen Prinzips sehr stark reduzieren.

Meine Leute melden mir eine Schutzraumreduktion von bis gegen 30 Prozent. Das ist eine massgebliche finanzielle Entlastung sowohl der privaten Schutzraumbaupflichtigen wie auch der öffentlichen Hand. Das ist auch der Hintergrund, weshalb wir Ihnen bereits für nächstes Jahr – anstatt wie 1993 Zusicherungskredite für Schutzbauten von 75 Millionen – nur mehr 40 Millionen Franken beantragen, also eine ganz entscheidende Reduktion, die sich mittelfristig entsprechend auf die Zahlungskredite auswirken wird. Durch die Neuordnung werden auch die privaten Bauherren erheblich entlastet.

Wie erreichen wir dies? Im Zuge der bevorstehenden Revision der Schutzbautenverordnung – die übrigens bereits mit den Kantonen abgesprochen wird, weil wir mit Ihnen der Meinung sind, dass man in den Kantonen und Gemeinden diese Bedarfsfragen am besten beurteilen kann – sehen wir beispielsweise folgende Lockerungen in der Schutzraumbaupflicht vor: Bisher war für Büros ein Schutzplatz pro 40 Quadratmeter vorgeschrieben. Neu soll dies nur noch pro 60 Quadratmeter der Fall sein. In Wohnhäusern war ein Schutzplatz pro Zimmer vorgesehen. Jetzt beantragen wir, dass in grossen Wohnhäusern ab neun Zimmern nur mehr zwei Schutzplätze pro drei Zimmer zu erstellen sind. Sie sehen also, wir nehmen Ihre Anliegen ernst.

Ich weiss auch von der Kommissionsberatung her, dass es keinen Sinn macht, beispielsweise bei Berghotels oder Bergrestaurants eine Schutzraummöglichkeit für alle Gäste vorzusehen. Dort wollen wir die Schutzraumpflicht künftig nur mehr auf das ständig angestellte Personal ausrichten. Ich versichere Ihnen – und bin gerne bereit, auch die Ausführungsverordnung in diesem Sinne mit Ihnen zu besprechen –, dass wir zu dieser Reduktion kommen. Ich glaube aber nicht, dass wir im Gesetz ein falsches Signal geben sollten, dass wir vom Prinzip «pro Person ein Schutzplatz» abgehen sollten.

Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie in diesem Sinne den Antrag Bisig ablehnen würden.

Bisig: Ich muss ein bisschen hartnäckig nachstossen, denn im Grundsatz sind wir uns einig, da unterscheiden sich unsere Auffassungen nicht. In der Fassung, wie sie vorliegt, wird nicht definiert, wie viele Schutzplätze tatsächlich gebaut werden

müssen. Sie finden auch ganz unterschiedliche Begriffe. Einmal wird von «ständiger Wohnbevölkerung» gesprochen, dann wieder von «Bewohnern». Das ist nicht dasselbe. Man ist sich offensichtlich nicht im klaren darüber.

Für mich ist die entscheidende Frage in Artikel 5 Absatz 1 Buchstabe a Ziffer 2 zu finden. Dort geht es um die Subvention von öffentlichen Schutzplätzen. Wo werden öffentliche Schutzplätze gebaut? Normalerweise werden sie dort gebaut, wo ein Defizit an privaten Schutzplätzen vorhanden ist. Hier gibt man sich mit 90 Prozent oder sogar mit 80 Prozent zufrieden. Wenn private Schutzplätze gebaut werden – wenn die öffentlichen nicht nötig sind, um das Schutzziel «jedem Schweizer einen Platz» zu realisieren –, gilt 100 Prozent, aber wenn öffentliche mithelfen müssen, müssen es nur noch 90 Prozent sein. Diese Rechnung geht für mich nicht auf. Ich meine, für beide soll grundsätzlich das gleiche gelten, denn mit beidem kann man sehr gut leben.

Notabene kommt die Idee von 90 Prozent sogar vom Bundesamt für Zivilschutz. Zur Zeit, als ich aktiver Zivilschützer war, hatte man festgestellt, dass man sich auch mit 90 Prozent begnügen könne; in den Kantonen ist diese Idee heute noch vorhanden. Ich weiss, dass einige Kantone diese 90-Prozent-Klausel gefordert haben.

Bundesrat Koller: Ich möchte zu diesem scheinbaren Widerspruch doch noch etwas sagen: Ich gebe Ihnen gerne zu, Herr Bisig: Wir haben diese Reduktion auf 90 Prozent im Rahmen der öffentlichen Schutzbauten natürlich aus finanziellen Gründen angeordnet – das ist das eine. Aber es hat auch einen sachlichen Grund dahinter: Die öffentlichen Schutzräume dienen ja vor allem als Ersatz, dort wo noch keine oder nicht genügend private bestehen; das sind vor allem ältere Häuser, die jetzt natürlich ständig abgelöst werden durch Neubauten, wo dann die Privaten ihre Schutzraumbaupflichten erfüllen. Insofern ist das auch aus einem sachlichen Grund gerechtfertigt, neben dem erwünschten Spareffekt.

Aber ich schlage Ihnen vor, dass wir das im Rahmen der Ausführungsverordnung vielleicht bilateral zusammen mit meinem Bundesamt näher anschauen. Ueberproduktion wollen wir auch nicht; dass uns das ernst ist, zeigt das Moment, dass wir die Zusicherungskredite von 75 Millionen und mehr Franken auf 40 Millionen Franken pro Jahr reduziert haben.

Abs. 1 – Al. 1

Abstimmung – Vote

Eventuell – A titre préliminaire

Für den Antrag der Mehrheit	15 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	3 Stimmen

Definitiv – Définitivement

Für den Antrag der Mehrheit	10 Stimmen
Für den Antrag Bisig	9 Stimmen

Abs. 2 – Al. 2

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Abs. 1

Die Hauseigentümer haben in allen üblicherweise mit Keller geschossen versehenen Neubauten und wesentlichen Neubauten Schutzräume zu erstellen.

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Bisig

Abs. 2

Die Kantone bestimmen, inwieweit bei einem gedeckten Schutzplatzbedarf sowie für Bauten ohne Kellergeschosse Schutzräume zu erstellen oder Ersatzbeiträge zu leisten sind.

Art. 2

Proposition de la commission

Al. 1

.... et d'importantes annexes

Al. 2, 3

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Bisig

Al. 2

Les cantons déterminent dans quelle mesure il convient de réaliser des abris ou de verser des contributions de remplacement lorsque des abris couverts sont nécessaires ou que des bâtiments n'ont pas de caves.

Abs. 1, 3 – Al. 1, 3

Angenommen – Adopté

Abs. 2 – Al. 2

Bisig: Ich erinnere nur an den Unterschied, damit er Ihnen noch gegenwärtig ist: Ich spreche von einem «gedeckten Schutzplatzbedarf», habe aber der Antwort von Herrn Bundesrat Koller entnommen, dass er mit dieser Formulierung grundsätzlich einverstanden wäre.

Bundesrat Koller: Ich bin mit der Formulierung Bisig einverstanden.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag Bisig

10 Stimmen

Für den Antrag der Kommission

7 Stimmen

Art. 3

Antrag der Kommission

Abs. 1, 2

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 3 (neu)

Unterhalt und Betrieb bestehender Notspitäler sind Sache der betroffenen öffentlich- oder privatrechtlichen Trägerschaft.

Art. 3

Proposition de la commission

Al. 1, 2

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 3 (nouveau)

L'entretien et l'exploitation des hôpitaux de secours existants incombent aux institutions de droit public ou privé concernées.

Angenommen – Adopté

Art. 4–6, 14, 15, Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 4–6, 14, 15, ch. II

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

20 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Abschreibung – Classement

Antrag des Bundesrates

Abschreiben der parlamentarischen Vorstösse
gemäss Seiten 1 und 2 der Botschaft

Proposition du Conseil fédéral

Classer les interventions parlementaires
selon les pages 1 et 2 du message

Angenommen – Adopté

An den Nationalrat – Au Conseil national

Schluss der Sitzung um 13.20 Uhr

La séance est levée à 13 h 20

Revision der Zivilschutzgesetzgebung

Législation sur la protection civile. Révision

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	04
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	93.063
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	02.12.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	880-897
Page	
Pagina	
Ref. No	20 023 656

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.